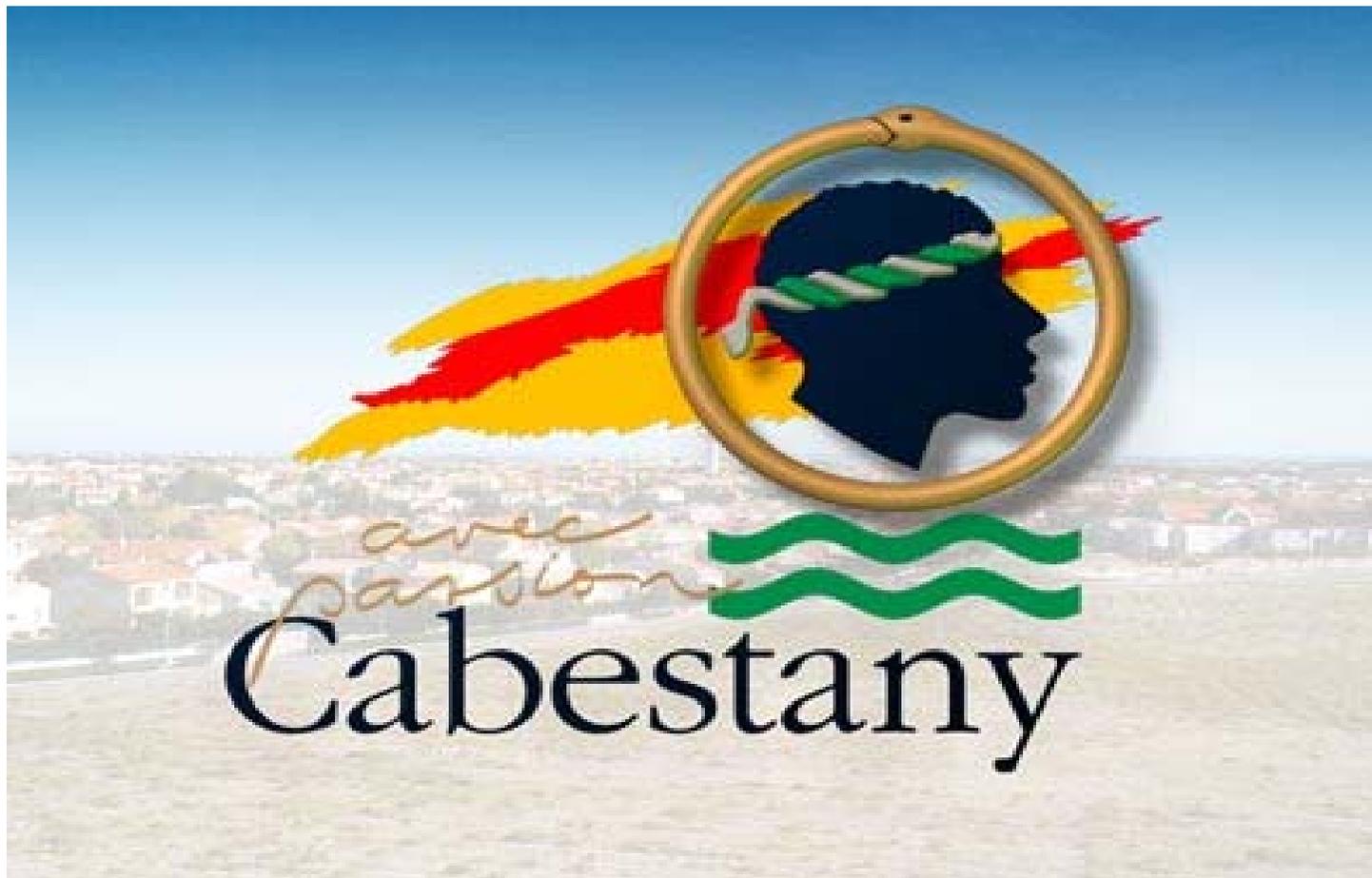


Rapport d'orientations budgétaires 2018



Tables des matières

- I. Indications liminaires
 - A. Principe du Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB)
 - B. Calendrier et méthodologie
- II. Éléments généraux de contexte
 - A. Contexte économique et national
 - B. Impact du projet de loi de finances 2018 sur les collectivités
- III. Rapport sur les ressources humaines
 - A. Evolution des dépenses de personnel
 - B. Structures des effectifs
 - C. La formation
- IV. Situation et Orientations budgétaires pour 2018
 - A. Point sur l'exécution budgétaire 2017
 - B. Les Dotations 2018
 - C. Balance d'équilibre fonctionnement 2018
 - D. Balance d'équilibre investissement 2018
- V. Fiscalité locale – Taxe d'habitation, Foncier Bâti, Foncier non-Bâti
- VI. Etat de la dette au 1^{er} janvier 2018
- VII. Programmation des investissements



I- Indications liminaires

A- Principe du Rapport d'orientations Budgétaires (ROB)

- Le **rapport d'orientation budgétaire (ROB)** représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière d'une collectivité préalablement au vote du budget primitif.

Objectifs du ROB

- Discuter des orientations budgétaires de la collectivité
- Informer sur la situation financière

Dispositions légales : contexte juridique ordinaire

Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des régions, départements, communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI et syndicats mixtes comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (*Art. L.2312-1, L.3312-1, L.4312-1, L.5211-36 et L5622-3 du CGCT*). Il est à noter que l'année de création d'un EPCI, le DOB n'est pas obligatoire.

En cas d'absence de DOB : toute délibération relative à l'adoption du budget primitif est illégale (*CAA Marseille, 19/10/1999, « Commune de Port-la-Nouvelle »*).

Délai :

- 10 semaines précédant l'examen du budget pour les régions
- 2 mois pour les autres collectivités et établissements



Selon la jurisprudence, la tenue du DOB constitue une formalité substantielle. Conséquence, toute délibération sur le budget qui n'a pas été précédée d'un tel débat est entachée d'illégalité (*TA Versailles 28/12/1993, commune de Fontenay-le-Fleury; TA Montpellier 11/10/1995, M. Bard c/ commune de Bédarieux; TA Lyon 07/01/1997, Devolve; TA Paris 04/07/1997, M Kaltenbach; TA Montpellier 05/11/1997, préfet de l'Hérault c/ syndicat pour la gestion du collège de Florensac*).

Le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le DOB ne peut intervenir ni le même jour ni à la même séance que le vote du budget (*T.A. de Versailles – 16 mars 2001 – M Lafond c/commune de Lisses*).

Rapport d'orientation budgétaire

Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI qui comprennent au moins une commune de plus de 3 500 habitants, des départements, des régions et des métropoles présente à son assemblée délibérante un rapport sur :

- les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre une commune et l'EPCI dont elle est membre,
- les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses,
- la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice.



De plus, pour les communes de plus de 10 000 habitants et les EPCI de plus de 10 000 habitants comprenant au moins une commune de 3 500 habitants, les départements, les régions et les métropoles, le rapport de présentation du DOB comporte également une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Il précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Le rapport doit être communiqué aux membres des assemblées délibérantes en vue du débat d'orientation budgétaire, au minimum 5 jours avant la réunion pour les conseillers municipaux et 12 jours pour les conseillers départementaux et régionaux.

L'absence de communication aux membres de l'assemblée délibérante de ce rapport constitue un vice revêtant un caractère substantiel et justifie l'annulation de la délibération d'adoption du budget primitif dans la mesure où elle est intervenue à l'issue d'une procédure irrégulière.

Références législatives : Art. 8 et 20, Ordonnance du 26 août 2005, CAA Douai 14/06/2005, commune de Noye ; TA Nice 10/11/2006, M. Antoine Di Lorio c/ commune de La Valette-du-Var ; TA Nice 19/01/2007, M. Bruno Lang c/ commune de Mouans-Sartoux, Art. L.2121-12, L.3121-19 et L.4132-18 du CGCT ; CAA Lyon, 09/12/2004, « Nardone », décret n°2016-841 du 24/06/2016.

Délibération

Obligatoire, elle permet de prendre acte de la tenue du DOB et de prémunir les collectivités contre un éventuel contentieux engagé par un tiers devant une juridiction administrative.

Compte-rendu de séance et publicité

Le DOB est relaté dans un compte-rendu de séance (TA Montpellier, 11/10/1995, « BARD/Commune de Bédarieux »).

Dans un délai de 15 jours suivant la tenue du DOB, il doit être mis à la disposition du public à la mairie, au département, à la région ou au siège de l'EPCI.

Le public doit être avisé de cette mise à disposition par tout moyen (site internet, publication, ...) (décret n°2016-841 du 24/06/2016).



Afin de permettre aux citoyens de disposer d'informations financières claires et lisibles, le rapport adressé aux organes délibérants à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, dans un délai d'un mois après leur adoption.

Décret n° 2016-834 du 23 juin 2016 relatif à la mise en ligne par les collectivités territoriales et par leurs établissements publics de coopération de documents d'informations budgétaires et financières.

B- Méthodologie et Calendrier de Cabestany

I – OBJECTIFS :

-
- **le Rapport d’Orientation Budgétaire devrait être adopté le 8 mars 2018 et le vote du Budget Unique le 29 mars 2018.**
-
- Afin d’optimiser le processus budgétaire, nous avons convenu qu’il était préférable d’affecter plus rapidement le résultat de l’exercice précédent.
-
- C’est pourquoi il est rappelé nos axes de travail :
-
- **1°** Donner plus de relief au Débat d’Orientation Budgétaire (contexte national et local).
-
- **2°** Restituer les choix dans un contexte pluriannuel (analyse rétro et prospective).
-
- **3°** Anticiper les prochaines règles comptables (liées aux réformes en cours).
-
- **4°** Connaître les résultats N -1 plus tôt en relation avec les services de la DGFIP de Saint Estève
-
- **5° Connaître les conséquences du passage et les transferts de compétences vers Perpignan Méditerranée Métropole**
-
-
- En conséquence, **le Rapport d’orientation Budgétaire** se déroulera lors d’une séance du Conseil Municipal le **JEUDI 08 mars 2018**, en s’appuyant sur une présentation de la réalisation de l’exercice 2017 et des estimations pour 2018.
- **Les Votes des Budgets** se feront le **JEUDI 29 MARS 2018**.
- Il convient d’engager le processus d’élaboration du budget 2018 selon les modalités et le calendrier suivants :

II – CALENDRIER :

Calendrier prévisionnel

VENDREDI 24 NOVEMBRE 2017 : fin des engagements sur l’exercice 2017

Vendredi 1 décembre 2017 : date limite du mandatement en Investissement

MARDI 12 décembre 2017 : date limite du mandatement en Fonctionnement

Vendredi 15 décembre 2017 : date limite de remise des engagements non soldés

Vendredi 5 janvier 2018 : date limite de dépôts des propositions des Services

Mercredi 18 janvier 2018 : date limite d’élaboration du projet de BU 2018

Jeudi 8 février 2018 : Commission d’Arbitrages

Entre le 29/01 et le 27/02/2018 : ajustements et comité de programmation (CODIR)

Mardi 13 février 2018 : CODIR de programmation budgétaire 2018 et D O B

Jeudi 8 mars 2018 : Conseil Municipal : Rapport d’Orientation Budgétaire

Mardi 20 mars 2018 : Commission des Finances : CA 2017 - CG 2017 et BP 2018

Jeudi 29 mars 2018 : Conseil Municipal BP 2018 avec vote des taux de fiscalité



II- Éléments généraux de contexte

A- Contexte économique et national

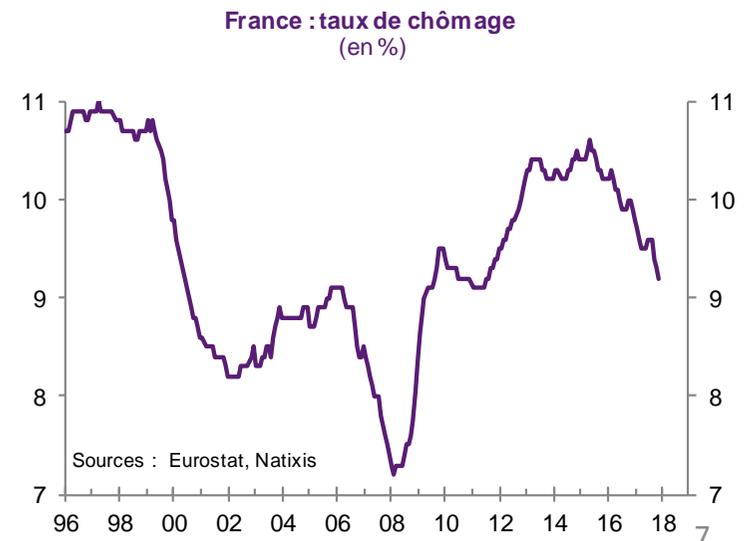
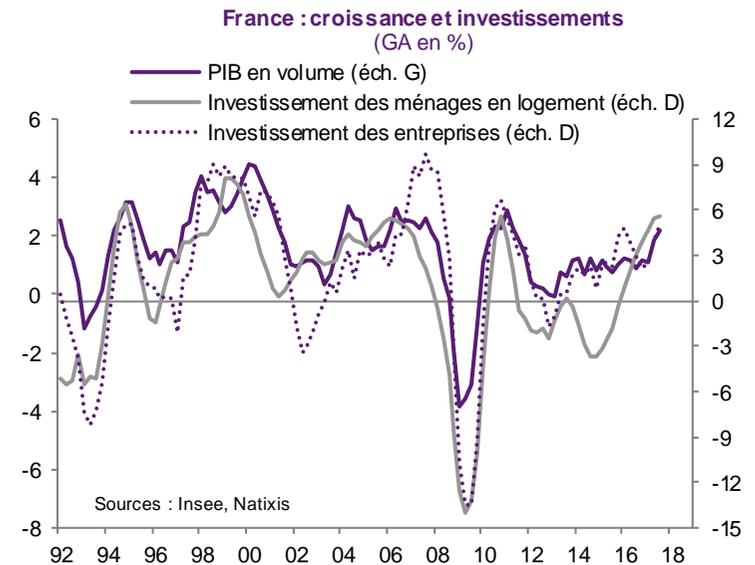
France : une croissance au-delà du potentiel

Au T3 2017, la croissance a maintenu son rythme modéré de + 0,6% T/T, s'inscrivant dans le prolongement des 4 trimestres précédents, la croissance oscillant entre 0,5% et 0,6% T/T depuis fin 2016. Cette dynamique est principalement le fait de la consommation privée, moteur traditionnel de la croissance française. En revanche, les investissements ont continué de décélérer pour le troisième trimestre consécutif en raison du ralentissement des investissements des ménages comme de celui des entreprises.

Au regard de la bonne tenue des indicateurs avancés, la progression du PIB devrait excéder en 2017 la croissance potentielle et afficher une nette accélération par rapport à 2016 en atteignant + 1,9% en moyenne pour 2017 et +1,8% en 2018, avant de décélérer à + 1,4% en 2019 en raison de la difficile accélération de la croissance lorsque le taux de chômage rejoint son niveau structurel.

La baisse du chômage constitue toujours un véritable enjeu, car elle conditionne la prudence des ménages comme en témoigne le taux d'épargne assez élevé du T3 (14,5%). Selon Eurostat, après avoir atteint un pic mi-2015 à 10,6%, le taux de chômage a baissé jusqu'à 9,5% en mai 2017 avant de repartir légèrement à la hausse pendant l'été (9,6% en juillet et août), suite à la fin de la prime d'embauche accordée aux PME fin juin 2017 et à la réduction des emplois aidés.

Depuis le taux de chômage est reparti à la baisse atteignant 9,2% en novembre.

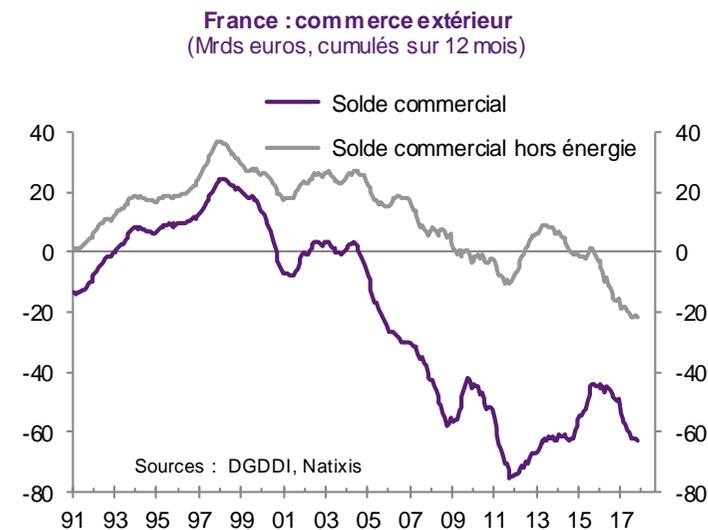
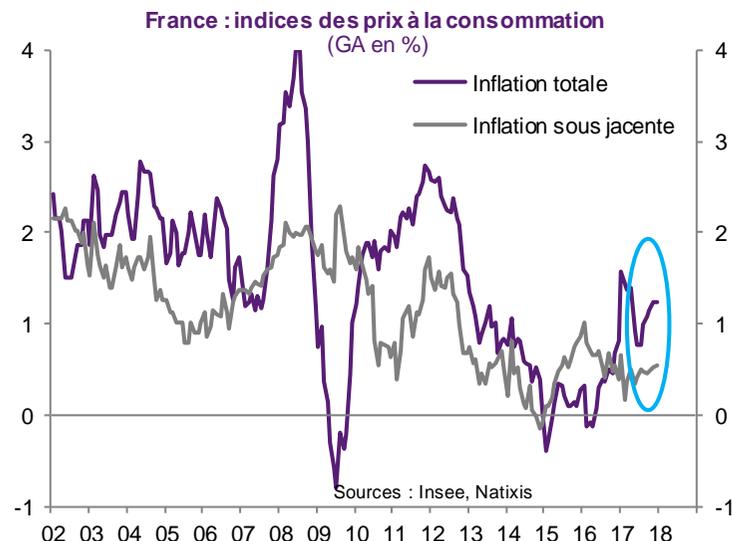


France : retour progressif de l'inflation

A l'instar de la zone euro, la croissance française continue de bénéficier de certains facteurs favorables malgré le retour de l'inflation.

En dépit d'un ralentissement de mai à juillet 2017, l'inflation poursuit sa remontée progressive portée par le rebond des prix du pétrole, de sorte qu'en moyenne l'inflation (IPC) a atteint 1% en 2017, un niveau bien supérieur à 2016 (0,2%), mais qui demeure modéré et ne pèse que faiblement sur le pouvoir d'achat. L'inflation devrait légèrement diminuer début 2018 en raison d'un effet de base avant de reprendre sa progression. En moyenne elle atteindrait 1,2% en 2018.

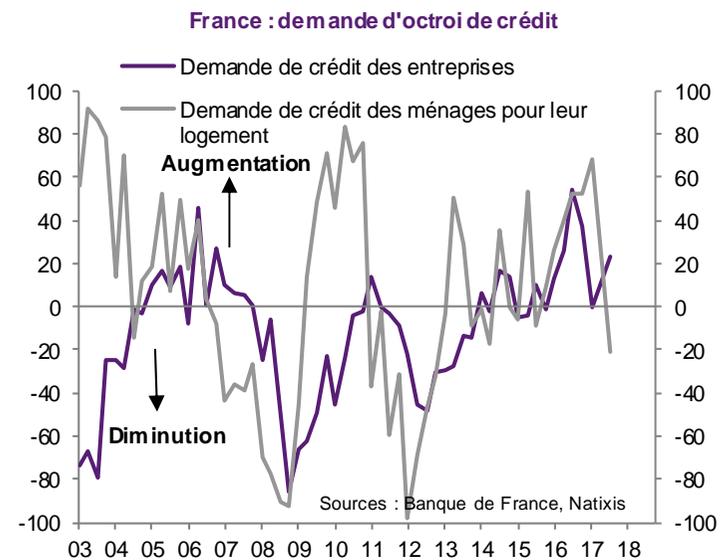
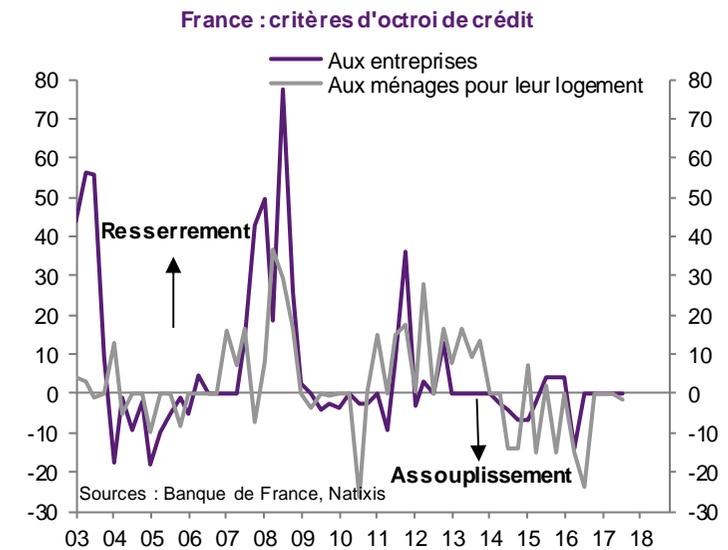
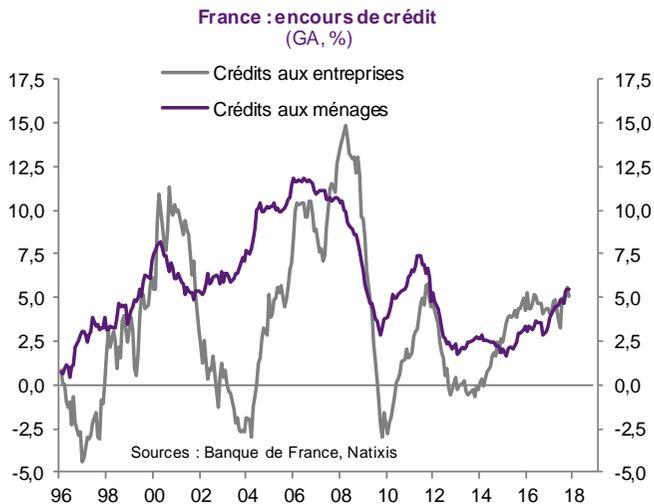
Après s'être fortement apprécié passant de 1,05 fin 2016 à 1,21 mi janvier 2018, le taux de change euros/dollars devrait repartir légèrement à la baisse avant de renouer avec son niveau actuel, défavorable à la compétitivité des entreprises françaises. Néanmoins, à l'instar des pays de la zone euro, la France bénéficie de la reprise du commerce international, les exportations accélérant à 3,3% en GA au T3. Pour autant le déficit commercial devrait continuer de se creuser car les importations demeurent plus dynamiques que les exportations, la production domestique peinant à répondre à l'augmentation de la demande totale.



France : maintien de bonnes conditions de crédits

Après avoir été assouplies mi-2016, les conditions d'octroi de crédit se sont très légèrement resserrées pour les entreprises comme pour les ménages en 2017, les taux d'intérêt des crédits au logement remontant légèrement en fin d'année.

Bénéficiant toujours de conditions de financement favorables (faiblesse des taux d'intérêt, réduction d'impôt du régime Pinel, prêts à taux zéro) en dépit de la légère remontée des taux d'intérêt, la demande de crédit des ménages pour l'habitat a connu une forte accélération au premier semestre, ralentissant au T3 en raison notamment des moindres renégociations. A contrario, la demande de crédit des entreprises a poursuivi son accélération au T3.



France : une lente consolidation budgétaire

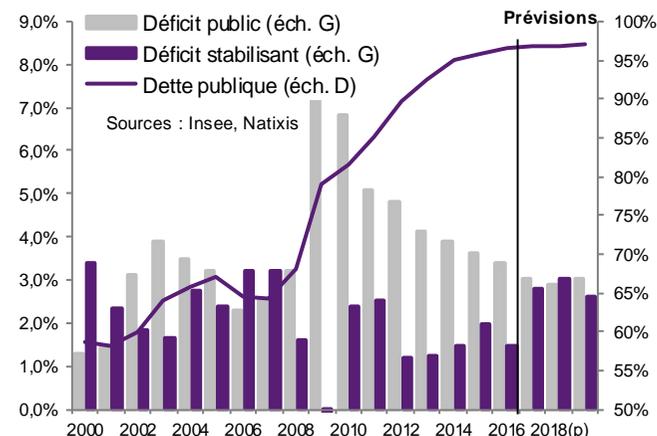
Selon les dernières statistiques disponibles, le redressement des finances publiques en 2016 a été de 3,4% du PIB, contre 3,3% initialement envisagé dans la loi de programmation des finances publiques (LPFP), grâce à une croissance contenue des dépenses, les prélèvements obligatoires étant restés stables (à 44,4%) en 2016.

Le premier projet de loi de finances du quinquennat du nouveau gouvernement réaffirme la volonté de respecter les engagements européens en matière de finances publiques en abaissant le déficit public en dessous du seuil de 3% du PIB à - 2,9% en 2017.

Plus généralement, le gouvernement s'est fixé comme objectifs entre 2018 et 2022 de réduire simultanément le niveau des dépenses publiques de 3 points de PIB et le taux des prélèvements obligatoires d'un point de PIB afin d'abaisser le déficit public de 2 points de PIB et la dette de 5 points de PIB.



France : finances publiques
(en % du PIB)



Principaux agrégats de finances publiques, prévisions du gouvernement

| % du PIB | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|------|------|------|------|-------|------|
| Capacité de financement des administrations publiques | -3,9 | -3,6 | -3,4 | -2,9 | -2,8* | -3,0 |
| Soldes structurel des administrations publiques | -2,0 | -1,7 | -2,5 | -2,2 | -2,1 | -1,8 |
| Etat | -3,5 | -3,4 | -3,3 | -3,2 | -3,2 | -4,0 |
| Organismes d'administration centrale | 0,1 | 0,0 | -0,1 | -0,1 | 0,0 | -0,1 |
| Collectivités locales | -0,2 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,2 |
| Administrations de sécurité sociale | -0,4 | -0,3 | -0,1 | 0,2 | 0,5 | 0,8 |
| Dette des administrations publiques | 94,8 | 95,6 | 96,3 | 96,8 | 96,8 | 97,1 |
| Taux de prélèvements obligatoires | 44,6 | 44,4 | 44,4 | 44,7 | 44,3 | 43,3 |
| Ratio de dépense publique | 57,1 | 56,7 | 55,0 | 54,6 | 53,9 | 53,3 |

* Révision en nov. 2017 par le gouvernement suite à l'annulation de la taxe sur les profits redistribués par le Conseil constitutionnel le 6 oct. 2017.

Sources : PLF 2018, Natixis.

B- Impact du projet de loi de finances 2018 sur les collectivités

Ce document expose les principales mesures qui se rapportent à la fois à la loi de programmation des finances publiques (LPFP) pour les années 2018 à 2022, validée le 18 décembre 2018 par le Conseil Constitutionnel et à la loi de finances initiale (LFI) pour 2018 publiée au journal officiel le 31 décembre 2017.

Plus que la loi de finances pour 2018 (LFI), c'est probablement la loi de programmation des finances publiques 2018 - 2022 (LPFP) qui marque de son empreinte les premières mesures budgétaires décisives pour les collectivités locales du nouveau quinquennat.

A l'accoutumée de ces dernières années, la LFI 2018 distille son lot d'ajustements ou de mesures correctives à caractère le plus souvent technique. Il en est ainsi de la péréquation et de son financement qui nécessite au passage l'élargissement des variables d'ajustement. La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) du bloc communal mise en œuvre en 2011 pour compenser intégralement et de façon pérenne la suppression de la taxe professionnelle en fera désormais partie.

A ces mesures « ordinaires » viennent aussi s'ajouter deux dispositions qui peuvent être considérées comme majeures. L'une, même si elle avait été déjà annoncée, touche le dégrèvement de la taxe d'habitation pour 80% des redevables et la confirmation de la compensation intégrale des dégrèvements par l'Etat. L'autre, concerne le remplacement des mesures de réduction de la DGF pratiquée ces dernières années au titre de la contribution des collectivités locales au déficit public par un pilotage annuel et pluriannuel des finances locales.

Ce dernier point constitue un changement important de paradigme dont les contours définis par la LPFP astreignent les collectivités à encore plus de vertu.

Le législateur leur demande, en effet, de porter largement le désendettement public du quinquennat. A terme, l'objectif est de réaliser 13 milliards € d'économies pour ramener la dette des collectivités à 5,8 points de PIB en 2022 au lieu de 8,7 points en 2017.

Les collectivités locales les plus importantes devront ainsi dégager 0,7 point de PIB (0,1 aujourd'hui) d'excédent budgétaire en 2022 (soit 19,5 milliards €). Pour atteindre cet objectif, leurs dépenses de fonctionnement devront baisser de 1,1 point de PIB sur l'ensemble du quinquennat et leurs besoins de financement diminuer. Leur endettement est aussi placé sous surveillance rapprochée puisqu'une nouvelle règle prudentielle définit une trajectoire d'amélioration de la capacité de désendettement pour les plus endettées.

En dépit de ces mesures, l'ambition affichée est aussi de ne pas pénaliser l'investissement. Les aides dont les collectivités devraient bénéficier à hauteur de 10 milliards - sur un total de 57 - du grand plan d'investissement sur la période 2018 - 2022 lancé par le Gouvernement en septembre 2017 contribueraient à les soutenir.

Loi de programmation des Finances publiques (LPFP) 2018-2022

Cadrage macro-économique de la LPFP : une augmentation programmée des excédents des collectivités locales

Articles 2, 3 et 4

La loi de programmation des finances publiques (LPFP) pour les années 2018 à 2022 définit la ligne que le Gouvernement souhaite donner aux finances publiques. Cette trajectoire qui vise la sortie au plus vite de la procédure européenne de déficit excessif se fixe trois principaux objectifs macro-économiques à l'horizon 2022 :

- une baisse de plus de 3 points de PIB de la dépense publique,
- une diminution d'1 point du taux de prélèvements obligatoires,
- une diminution de 5 points de PIB de la dette publique.

A cet égard, la trajectoire d'évolution du solde public structurel (solde des finances publiques sans tenir compte de l'impact de la conjoncture sur la situation des finances publiques) est définie globalement et spécifiquement pour chaque sous secteur de l'administration de la manière suivante :

| En points de PIB potentiel | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|------|------|------|------|------|------|
| Solde public effectif | -2,9 | -2,8 | -2,9 | -1,5 | -0,9 | -0,3 |
| dont administrations publiques centrales | -3,2 | -3,4 | -3,9 | -2,6 | -2,3 | -1,8 |
| dont administrations publiques locales ⁽¹⁾ | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,3 | 0,5 | 0,7 |
| dont administrations de sécurité sociale | 0,2 | 0,5 | 0,8 | 0,8 | 0,8 | 0,8 |

⁽¹⁾ Les administrations publiques locales (APUL) comprennent les collectivités locales et les organismes divers d'administration locale (ODAL). Principales ODAL :

- établissements publics locaux : CCAS, caisses des écoles, SDIS ;
- établissements publics locaux d'enseignement : collèges, lycées d'enseignement général et professionnel (à noter : les salaires des enseignants sont versés par l'État et ne constituent donc pas une dépense des administrations publiques locales) ;
- associations récréatives et culturelles financées majoritairement par les collectivités territoriales ;
- chambres consulaires (commerce et industrie, agriculture et métiers).

Trajectoire des Administrations Publiques Locales (APUL)

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|----------|------|------|------|------|------|------|
| En % PIB | | | | | | |
| Dépenses | 11,2 | 11,0 | 10,9 | 10,7 | 10,3 | 10,1 |
| Recettes | 11,2 | 11,1 | 11,0 | 10,9 | 10,9 | 10,8 |
| Solde | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,3 | 0,5 | 0,7 |
| En Mds€ | 1,4 | 1,7 | 2,7 | 6,8 | 14,2 | 19,5 |

Ainsi, pour dégager 0,7 point de PIB d'excédent budgétaire (0,1 en 2017) en 2022 (soit 19,5 milliards €), les dépenses des APUL doivent baisser dans le PIB de 1,1 point sur l'ensemble du quinquennat.

L'objectif d'évolution de la dette publique est, quant à lui, défini de la manière suivante :

| En points de PIB | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|------|------|------|------|------|------|
| Ratio d'endettement au sens de Maastricht | 96,7 | 96,9 | 97,1 | 96,1 | 94,2 | 91,4 |
| dont contributions des : | | | | | | |
| administrations publiques centrales | 78,3 | 79,4 | 81,1 | 81,7 | 81,6 | 80,8 |
| administrations publiques locales | 8,7 | 8,4 | 8,1 | 7,5 | 6,7 | 5,8 |
| administrations de sécurité sociale | 9,7 | 9,0 | 8,0 | 6,9 | 5,9 | 4,8 |

La dette des APUL de 8,7 points de PIB en 2017 passerait à 5,8 points en 2022.

L'Etat s'assure de la contribution des collectivités locales en prévoyant différentes mesures d'encadrement des finances publiques locales.

Article 16

Concours financiers de l'Etat aux collectivités locales : des montants plafonds

Les montants annuels maximum des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales sont fixés pour le quinquennat de la manière suivante :

| En Mds € courants | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|
| Concours financiers (montants maximum) | 48,11 | 48,09 | 48,43 | 48,49 | 48,49 |

Ces montants comprennent le produit de l'affectation de la TVA aux régions, au département de Mayotte et aux collectivités territoriales de Corse, de Martinique et de Guyane prévue à l'article 149 de la LFI 2017. En revanche, l'évolution du FCTVA et l'affectation de la TVA aux régions ne sont pas plafonnées.



Article 13

Des mesures contraignantes sur l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et sur l'évolution du besoin de financement annuel

La contribution des collectivités locales au solde des administrations publiques pour l'année 2022 est fixée à 13 milliards €.

Cet objectif nécessite une diminution annuelle du besoin de financement des collectivités (différence entre emprunts et remboursements de la dette) de 2,6 milliards €.

Cette contribution doit être supportée sur les seules dépenses de fonctionnement dont l'évolution doit être appréciée en fonction d'une trajectoire tendancielle de la dépense locale fixée à **1,2% par an**. Cette évolution qui s'entend inflation comprise est calculée en tenant compte des budgets **PRINCIPAUX** et **ANNEXES**.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|--|------|------|------|-------|-------|
| Evolution des dépenses de fonctionnement (%) | 1,2 | 1,2 | 1,2 | 1,2 | 1,2 |
| Réduction du besoin de financement (Mds€) | | | | | |
| Annuelle | -2,6 | -2,6 | -2,6 | -2,6 | -2,6 |
| Cumulée | -2,6 | -5,2 | -7,8 | -10,4 | -13,0 |

Maîtrise des dépenses publiques : dispositifs mis en place pour respecter les objectifs

▪ Contractualisation entre Etat et Collectivités

Les régions, les collectivités de Corse, de Martinique et de Guyane, les départements, la métropole de Lyon, mais aussi les EPCI à fiscalité propre et les communes dont les dépenses réelles de fonctionnement dépassent 60 millions € (sur la base du compte de gestion 2016 du budget principal) doivent conclure un contrat avec le représentant de l'Etat.

Les autres communes et EPCI à fiscalité propre peuvent également le faire sur la base du volontariat.

Ce contrat, conclu au plus tard à la fin du 1^{er} semestre 2018 pour une durée de 3 ans, détermine les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement du budget principal, ainsi que les modalités permettant de les respecter.

Pour les départements et la métropole de Lyon, l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement est appréciée en déduisant du montant des dépenses constatées la part supérieure à 2% liée à la hausse des dépenses des allocations individuelles de solidarité (AIS*).



* Revenu de solidarité active (RSA), Allocation personnalisée d'autonomie (APA) et Prestation de compensation du handicap (PCH)

Le taux de croissance des dépenses réelles de fonctionnement indiqué dans l'article 13 (1,2%) peut toutefois être modulé à la hausse ou à la baisse en fonction de trois critères :

- évolution de la population,
- revenu moyen par habitant,
- évolution des dépenses réelles de fonctionnement des derniers exercices.

Pour chaque critère, une modulation de 0,15 point pourra s'appliquer au taux, soit une modulation maximale de 0,45 point.

Ces modulations doivent figurer dans le contrat.

| | Minoration de 0,15 point par critère | Majoration de 0,15 point par critère |
|---|--|--|
| Evolution de la population entre le 1er janvier 2013 et le 1er janvier 2018 | Inférieure d'au moins 0,75 point à la moyenne nationale | Supérieure d'au moins 0,75 point à la moyenne nationale |
| Revenu moyen par habitant | Supérieur de plus de 15% au revenu moyen par habitant national | Inférieur de plus de 20% au revenu moyen par habitant national Ou Pour les communes et EPCI à fiscalité propre si au moins 25% de la population habitent dans des quartiers prioritaires |
| Evolution des dépenses réelles de fonctionnement entre 2014 et 2016 | Supérieure d'au moins 1,5 point par rapport à la moyenne nationale par catégorie de collectivité | Inférieure d'au moins 1,5 point par rapport à la moyenne nationale par catégorie de collectivité |

▪ Mécanisme de correction

A compter de 2018, pour les collectivités qui entrent dans le champ de la contractualisation (contrat conclu ou non) et celles hors champ (collectivités volontaires), un constat sera réalisé chaque année sur la base du compte de gestion pour évaluer si l'objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement est respecté.

En cas de non respect, l'Etat exercera une reprise financière d'un montant de 75% de l'écart constaté entre l'objectif et la réalisation pour les collectivités ayant contractualisé. Cette reprise, ne pouvant excéder 2% des recettes réelles de fonctionnement du budget principal, sera réalisée sous forme d'une diminution des mensualités versées par l'Etat aux collectivités (par exemple, le FCTVA, fraction de TICPE pour les départements ou de TVA pour les régions). Les collectivités disposent d'un mois pour faire une observation.

Pour les collectivités qui entrent dans le champ de la contractualisation mais qui n'ont pas conclu de contrat, la reprise financière passe à 100% (au lieu de 75%) de l'écart constaté entre l'objectif et la réalisation.

A contrario, si les objectifs sont tenus, les collectivités pourront bénéficier d'une majoration du taux de subvention pour les opérations bénéficiant de la dotation de soutien à l'investissement local (cf. article 157 LFI 2018).



*La capacité d'autofinancement brute résulte de la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement.

Maîtrise de la dépense et de l'endettement local

Un troisième objectif peut venir s'ajouter aux deux premiers si la capacité de désendettement du budget principal dépasse en 2016 un plafond national de référence. Dans cette situation, les collectivités concernées doivent intégrer à leur contrat une « trajectoire d'amélioration de la capacité de désendettement ». Elle se définit comme le rapport entre l'encours de la dette et la capacité d'autofinancement brute* exprimé en nombre d'années.

| | Plafond national de référence |
|--|-------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none">▪ Communes (si DRF > 60 millions €)▪ EPCI à fiscalité propre (si DRF > 60 millions €) | 12 années |
| <ul style="list-style-type: none">▪ Départements▪ Métropole de Lyon | 10 années |
| <ul style="list-style-type: none">▪ Régions▪ Collectivités territoriales de Corse, Guyane et Martinique | 9 années |

La capacité d'autofinancement brute est fixée à 1 si elle est négative ou nulle. Elle se calcule soit sur l'exercice écoulé, soit en fonction de la moyenne des trois derniers exercices écoulés.

Le plafond national de référence à prendre en compte pour la commune et le département de Paris, considérés comme étant une seule collectivité, est celui des communes.

Un bilan de ces mesures sera dressé par le Gouvernement avant la loi de finances pour 2020.

| En Mds€ (à périmètre courant) | | 2018 (2017) | | |
|--|--------------------------------|----------------|--------------------------------|-------|
| Transferts financiers aux collectivités locales | Fiscalité transférée | 34,8 (33,4) | | |
| | Fonds régionaux apprentissage | 3,1 (3,0) | | |
| 2017 : 100,2 Mds€ 2018 : 104,6 Mds€ | | | | |
| Transferts financiers hors fiscalité transférée et apprentissage | Subventions autres ministères | 3,0 (3,3) | | |
| | Dégrèvements législatifs | 15,0 (11,2) | | |
| | Amendes de police | 0,5 (0,7) | | |
| | Subv. pour travaux divers | 0 (0,9) | | |
| 2017 : 63,8 Mds€ 2018 : 66,7 Mds€ | | | | |
| Concours financiers de l'Etat aux collectivités locales | Prélèvement Sur Recettes (PSR) | 40,3 (44,4) | DGF | 26,96 |
| | | | FCTVA | 5,61 |
| | | | DCRTP | 2,94 |
| | | | Compensations exonér. fiscales | 2,61 |
| | | | Autres | 2,23 |
| | Mission RCT | 3,8 (4,2) | DGD | 1,53 |
| | | | DETR | 0,996 |
| | | | DSIL | 0,665 |
| | | | Titres sécurisés | 0,04 |
| | | | Dotation Politique de la Ville | 0,15 |
| DGE des départements | 0,212 | | | |
| Subv. communes en difficulté | 0,002 | | | |
| Autres | 0,186 | | | |
| 2017 : 48,6 Mds€ 2018 : 48,2 Mds€ | | | | |
| TVA des régions | | | | |

Transferts financiers de l'Etat : une forte progression à périmètre courant pour compenser les dégrèvements de taxe d'habitation

Ils incluent la totalité des concours financiers de l'Etat majorés des subventions des autres ministères, les contreparties des dégrèvements législatifs, le produit des amendes de police de la circulation et des radars et les subventions pour travaux divers d'intérêt général ainsi que la fiscalité transférée et le financement des fonds régionaux d'apprentissage.

Leur montant, à périmètre constant, progresse très légèrement en 2018 (101,4 Mds € en 2018 et 100,2 Mds € en 2017, soit +1,2 %). **En revanche, il progresse de plus de 3 milliards € à périmètre courant (+ 4,4 %) par rapport à la LFI 2017** pour avoisiner 105 milliards € en 2018.

Cette augmentation s'explique par la prise en charge de la mesure d'exonération progressive par voie de dégrèvement de 80% des foyers contribuables de la taxe d'habitation.

Concours financiers de l'Etat (48,2 Mds €) : une quasi stabilité

Ils totalisent tous les prélèvements sur recettes (PSR) de l'Etat au profit des collectivités locales ainsi que les crédits du budget général relevant de la mission relations avec les collectivités territoriales (RCT). La mission RCT se compose à 90% de quatre dotations : la dotation générale de décentralisation (DGD) qui compense les charges résultant de transferts de compétences, la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) et la dotation globale d'équipement (DGE) des départements.

Prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat en faveur des collectivités territoriales : un niveau de DGF stabilisé en 2018



Les prélèvements sur recettes (PSR) de l'Etat au profit des collectivités représentent une part prépondérante des concours financiers de l'Etat (84%) et même de l'ensemble des transferts aux collectivités locales (38,5%).

Les PSR, qui s'élèvent à **40,3 milliards €** sont en diminution de **9,1% par rapport à la LFI 2017**.

Cette diminution correspond principalement au transfert de la **fraction de TVA aux régions de 4,1 milliards €** en lieu et place de leur dotation globale de fonctionnement (DGF) à compter de 2018.

Le montant global de la DGF fixé à **27** milliards € pour l'année 2018 (30,8 milliards € en 2017) s'en trouve bien évidemment affecté.

Ce montant résulte également :

- d'un abondement de 95 millions € pour financer la moitié de la progression des dotations de péréquation verticale,
- d'un abondement de 1 million € au titre du fonds d'aide pour le relogement d'urgence (FARU),
- d'une majoration de 30,8 millions € liée à l'augmentation de la DGF effectivement répartie en 2017 par rapport à la LFI du fait des cas de « DGF négatives »,

| | LF 2018 (en milliers €) | LF 2017 (en milliers €) | Evolution LF 2017 / LF 2018 |
|---|----------------------------|----------------------------|-----------------------------------|
| Dotation globale de fonctionnement (DGF) | 26 960 322 | 30 860 013 | -12,6% |
| Dotation spéciale pour le logement des instituteurs (DSI) | 12 728 | 15 110 | -15,8% |
| Dotation de compensation des pertes de bases de contribution économique territoriale et de redevance des mines des communes et de leur groupement | 73 500 | 73 696 | -0,3% |
| Compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale | 2 078 572 | 2 053 485 | 1,2% |
| Dotation élu local (DEL) | 65 006 | 65 006 | 0,0% |
| Collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse | 40 976 | 40 976 | 0,0% |
| Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI) | 500 000 | 500 000 | 0,0% |
| Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC) | 326 317 | 326 317 | 0,0% |
| Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES) | 661 186 | 661 186 | 0,0% |
| Dotation globale de construction et d'équipement scolaire (DGES) | 2 686 | 2 686 | 0,0% |
| Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale | 529 683 | 536 450 | -1,3% |
| Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle (DUCSTP) | 0 | 50 867 | -100,0% |
| Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants | 4 000 | 4 000 | 0,0% |
| Dotation de compensation départementalisation de Mayotte | 99 000 | 83 000 | 19,3% |
| Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) | 5 612 000 | 5 524 448 | 1,6% |
| Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) | 2 940 363 | 3 099 453 | -5,1% |
| Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle | 333 401 | 389 325 | -14,4% |
| Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires | 6 822 | 6 822 | 0,0% |
| Compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement de transport | 82 000 | 81 500 | 0,6% |
| Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane | 18 000 | 0 | - |
| TOTAL | 40 346 562 | 44 374 340 | -9,1% |

Source : LFI 2018

- d'une diminution de 1,6 million € liée au choix de trois départements de recentraliser les compétences sanitaires,
- de la prise en compte du regroupement des deux départements corses et de la collectivité territoriale de Corse en une collectivité territoriale unique au 1^{er} janvier 2018.

La baisse des PSR est minorée par un nouveau prélèvement de 18 millions € au profit de la collectivité territoriale de Guyane.

Le FCTVA, estimé à 5,6 milliards € en 2018, est en hausse de 87 millions € par rapport à la LFI 2017. Cette estimation tient compte du niveau d'investissement constaté et prévisible des différentes catégories de collectivités sur les années 2016, 2017 et 2018.



POUR RAPPEL

A propos des modalités de calcul de la dotation forfaitaire des communes

L'année 2018 marque la fin de la baisse de la DGF au titre du redressement des comptes publics. Il convient néanmoins de noter que la dotation forfaitaire d'une commune continue de fluctuer en fonction de l'évolution de sa population et, le cas échéant, du dispositif d'écrêtement mis en place pour financer, en complément de la baisse des variables d'ajustement, la hausse des dotations de péréquation (DSU et DSR).

Pour rappel, l'écrêtement s'applique aux communes dont le potentiel fiscal par habitant est supérieur à 75% du potentiel fiscal moyen par habitant. Cette minoration est plafonnée depuis 2017 à 4 % de la dotation forfaitaire de l'année précédente.

Contribution au redressement des finances publiques et collectivités en situation de DGF négative

Un prélèvement a été opéré sur la fiscalité des collectivités (439 communes, 132 EPCI et 3 régions en 2017) pour qui les contributions cumulées s'avéraient d'un montant supérieur à leur dotation forfaitaire. La LFI 2018 pérennise pour les années à venir les prélèvements de 2017.

Allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux : un élargissement de l'assiette aux dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle du bloc communal

Les « variables d'ajustement des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales » ou allocations compensatrices de fiscalité directe locale ont vocation à financer pour moitié (l'autre moitié étant financée par les écrêtements internes à la DGF) :

- les majorations de la DGF liées aux hausses de population et à l'évolution de l'intercommunalité,
- les dispositions en faveur des communes nouvelles,
- l'évolution des allocations compensatrices par rapport à la précédente loi de finances, principalement due à la prorogation et à l'élargissement (art. 75 LFI 2016) de l'exonération de TH pour les personnes de condition modeste,
- les évolutions de la mission RCT (hors hausse des crédits de soutien à l'investissement local).

La LFI prévoit pour la première année le financement de la progression des dotations de péréquation (DSU, DSR, DPD*) uniquement par les écrêtements internes à la DGF.

POUR RAPPEL

Sous conditions de ressources, certains ménages sont exonérés du paiement de la taxe d'habitation. L'article 75 de la LFI 2016 a prolongé cette exonération pour les ménages ne respectant plus les plafonds de ressources en 2017 et 2018 mais qui étaient exonérés en 2016.

*DSU : Dotation de solidarité urbaine, DSR : Dotation de solidarité rurale, DPD : Dotation de péréquation des départements

Pour l'année 2018, au regard des diverses mesures et obligations liées à l'enveloppe normée, les variables d'ajustement ne seraient pas suffisantes pour couvrir l'augmentation de ces concours financiers.

Face à cet assèchement, la LFI propose d'en élargir l'assiette de 1 milliard € en y incluant la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) du bloc communal. En 2017, confronté à ce même résultat, la DCRTP des départements et régions avait été intégrée à l'assiette.



Sur cette base élargie, la baisse des variables d'ajustement serait globalement d'environ 9% en 2018. Néanmoins, contrairement aux années antérieures, le Gouvernement a fait le choix d'imputer à chaque collectivité le montant du besoin de financement la concernant. En conséquence, les taux de minoration diffèrent selon les variables et les baisses impactent beaucoup plus fortement le bloc communal, comme le montre le tableau ci-contre.

La LFI annonce, par ailleurs, que les compensations minorées jusqu'en 2017 voient leur taux de minoration gelé au niveau de celui de 2017 à compter de 2018.



Taux de minoration des variables d'ajustement selon le type de collectivité

| | Bloc communal | | Régions & départements | |
|-----------------------|-------------------|---------------------|------------------------|---------------------|
| | Montant 2018 (M€) | Minoration 2018 (%) | Montant 2018 (M€) | Minoration 2018 (%) |
| DUCSTP ⁽¹⁾ | 0 | -100,0% | | |
| FDPTP ⁽²⁾ | 333 | -14,0% | | |
| DCRTP ⁽³⁾ | 1 038 | -12,0% | 1 882 | -2,2% |
| DTCE ⁽⁴⁾ | | | 530 | -1,1% |
| Total | 1 371 | -15,0% | 2 412 | -2,0% |

⁽¹⁾ DUCSTP : Dotation Unique des Compensations Spécifiques à la Taxe Professionnelle qui regroupe, en une dotation unique, les anciens dispositifs de compensation de la taxe professionnelle (TP) perçus jusqu'en 2010 par les communes et EPCI à fiscalité propre.

⁽²⁾ FDPTP : Le Fonds Départemental de Péréquation de Taxe Professionnelle a été créé pour mettre en œuvre une péréquation horizontale du produit de TP au niveau départemental. Les FDPTP ont été modifiés lors de la réforme de la TP. Cette dotation est aujourd'hui prélevée sur les recettes de l'État et répartie par le conseil départemental entre les communes et les EPCI défavorisés par la faiblesse de leur potentiel fiscal ou l'importance de leurs charges.

⁽³⁾ DCRTP : La Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle avec le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR) sont les 2 dispositifs mis en œuvre depuis 2011 pour compenser intégralement et de façon pérenne la suppression de la TP.

⁽⁴⁾ DTCE : Dotation pour Transfert de Compensation d'Exonérations de fiscalité directe locale perçue en lieu et place de certaines allocations compensatrices régionales et départementales « historiques ».

Réforme des modalités de notification des attributions individuelles de DGF

Dans le cadre du Plan Préfecture Nouvelle Génération (PPNG) initié en décembre 2015, la LFI simplifie les modalités de notification des attributions individuelles au titre de la DGF.

Le PPNG est une réforme d'ampleur qui vise à moderniser le service public en s'appuyant sur la numérisation et les téléprocédures.

Dans la LFI, la nouvelle procédure consiste à notifier les dotations par un arrêté du ministre chargé des collectivités territoriales qui renvoie à un tableau unique accessible directement en ligne (en lieu et place des arrêtés des préfetures et des envois aux collectivités).



Communes nouvelles : prolongation des incitations financières

La LFI reconduit le pacte de stabilité pour les communes nouvelles qui se constituent si leurs délibérations sont prises entre le 2 janvier 2017 et le 1^{er} janvier 2019, et relève le seuil plafond à 150 000 habitants.

POUR RAPPEL

Pendant 3 ans, les communes nouvelles remplissant les conditions de population bénéficieront :

- *d'une garantie de non-baisse de la dotation forfaitaire,*
- *d'une garantie de non-baisse des dotations de péréquation,*
- *d'une majoration de 5% de dotation forfaitaire,*

Pour les communes nouvelles se substituant à un EPCI de moins de 15 000 habitants, elles bénéficient du versement d'une dotation de consolidation (égale à la dotation d'intercommunalité que percevait l'EPCI).

Dotations d'intercommunalité

Pour bénéficier d'une bonification de dotation, les communautés de communes à fiscalité propre unique devront exercer 8 compétences optionnelles (9 actuellement) parmi 12 à compter de 2018.

Dotation de soutien à l'investissement public local

Créée en 2016 puis reconduite en 2017, cette dotation est pérennisée et nommée Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL).

D'un montant de **615** millions € en 2018 (- 201 M€, soit -25 % par rapport à la LFI 2017), elle est consacrée :

- à de grandes priorités d'investissement identiques à l'année passée* auxquelles s'ajoutent les bâtiments scolaires pour permettre aux communes en REP+ de financer les investissements nécessaires au dédoublement des classes de CP et CE1.
- au financement des contrats de ruralité.

Cette part de la dotation sera inscrite en section d'investissement. Par dérogation, 10% maximum de la dotation pourra être inscrite en section de fonctionnement au titre d'étude préalable ou de dépenses de fonctionnement de modernisation.

De plus, la LFI prévoit une meilleure information des élus locaux et des parlementaires grâce à la communication de la liste des projets subventionnés, ainsi que du montant des projets et des subventions versées.



Dotation d'équipement aux territoires ruraux

La LFI 2018 abonde la dotation d'équipement aux territoires ruraux (DETR) de 50 millions €. Son montant atteint 1 046 millions €.

Par ailleurs, le montant de l'enveloppe départementale ne pourra excéder 110% du montant perçu l'année précédente (contre 105% actuellement).

La commission départementale, composée d'élus locaux et de parlementaires, sera saisie pour avis sur les projets dont la subvention au titre de la DETR est supérieure à 100 000 € (contre 150 000 € actuellement).

Article 164

Dotation politique de la ville

En 2018, le montant de la dotation politique de la ville (DPV) reste stable à 150 millions €.

De plus, la LFI élargit le périmètre des bénéficiaires. Sont éligibles à la DPV les 250 communes de plus de 10 000 habitants les plus défavorisées auxquelles s'ajoutent toutes les communes de moins de 10 000 habitants éligibles à la dotation de solidarité urbaine (DSU).

Progression de la péréquation verticale

Les fortes hausses de ces dernières années (317 millions € en 2016 et 2017) visaient à limiter l'impact des baisses de DGF au titre de la participation au redressement des finances publiques pour les collectivités les plus fragiles.

En l'absence de baisse de DGF en 2018, la LFI revient à un rythme de progression plus modéré des dotations de péréquation intégrées au sein de la DGF.

Elle représente **210** millions € en 2018.

Cette augmentation est financée par les collectivités elles-mêmes. Les années précédentes, ce financement se faisait pour moitié au sein de l'enveloppe normée par une diminution des variables d'ajustement et pour moitié par les écrêtements internes de la DGF. A compter de 2018, celui-ci se fera uniquement par les écrêtements internes de la DGF.

La dotation de solidarité rurale (DSR)

Afin d'éliminer les « faux » bourgs-centres des zones touristiques de l'éligibilité à la DSR, la LFI 2017 avait instauré un plafonnement de la population DGF pour les communes dont la population totale est inférieure à 1 500 habitants.

La LFI 2018 accompagne les communes inéligibles en 2017 à la DSR du fait du plafonnement, en leur attribuant une garantie de sortie en 2018 du même montant que celle perçue en 2017, soit 50% du montant perçu en 2016.



| En millions € | Montants 2018 | Hausse 2018/2017 |
|---------------------------------------|---------------|------------------|
| GROUPEMENTS | | |
| DGF / Dotation de Péréquation | 1 535 | – |
| COMMUNES | | |
| Dotation nationale de péréquation | 794 | – |
| Dotation de Solidarité Urbaine | 2 201 | + 110 |
| Dotation de Solidarité Rurale | 1 512 | + 90 |
| DÉPARTEMENTS | | |
| Dotation de Péréquation (DPU et DFM*) | 1 493 | +10 |
| FDPTP** | 324 | – |
| TOTAL PÉREQUATION VERTICALE | 7 839 | + 210 |

* Dotation de péréquation urbaine et dotation de fonctionnement minimale

** Fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle

Dégrèvement de la taxe d'habitation (TH)

La taxe d'habitation est due par les contribuables occupant un logement au 1^{er} janvier de l'année, que ce soit leur résidence principale ou secondaire.

Le Gouvernement souhaite dispenser 80% des ménages du paiement de la TH sur la résidence principale. Pour ce faire, la LFI instaure, dès 2018, un dégrèvement progressif sur les 3 années à venir sous condition de ressources.

Les seuils d'éligibilité au **dégrèvement** sont fonction du revenu fiscal de référence (RFR) :

| Dégrèvement total d'ici à 2020 | RFR pour une part | Pour les deux ½ parts suivantes | Par ½ part supplémentaire |
|--------------------------------|-------------------|---------------------------------|---------------------------|
| | 27 000 € | 8 000 € | 6 000 € |

Les ménages remplissant ces conditions de ressources, bénéficieront d'un abattement de 30% de leur cotisation de TH de 2018, puis de 65% sur celle de 2019, avec pour objectif atteindre les 100% en 2020.

Pour éviter les effets de seuils, un **dégrèvement partiel** est également mis en place pour les ménages respectant les seuils ci-contre :



| Dégrèvement partiel | RFR pour une part | Pour les deux ½ parts suivantes | Par ½ part supplémentaire |
|---------------------|-------------------|---------------------------------|---------------------------|
| | 28 000 € | 8 500 € | 6 000 € |

Ce dégrèvement partiel sera également progressif jusqu'en 2020.

Le principe du dégrèvement permet aux communes et à leurs groupements de conserver leur pouvoir de taux et leur produit fiscal. En effet, l'Etat prendra en charge l'intégralité des dégrèvements dans la limite des taux et abattements en vigueur pour les impositions de 2017.

Le taux de référence pris en compte sera figé au niveau de celui de la TH en 2017, en y incluant les taxes spéciales d'équipement et la taxe GEMAPI. Néanmoins, la LFI prévoit une majoration de ce taux de référence pour les collectivités inscrites dans une procédure de lissage des taux (cas des communes nouvelles ou des fusions de communautés).

Le coût estimé pour l'Etat est de 10,1 milliards € à compter de 2020.

Un mécanisme de limitation des hausses de taux devrait être discuté lors d'une conférence nationale des territoires.

Le Gouvernement remettra chaque année au Parlement, au plus tard le 1^{er} octobre, un rapport notamment pour évaluer la compensation de l'Etat et l'autonomie financière des collectivités.

A terme, le Gouvernement a pour objectif une refonte plus globale de la fiscalité locale.

| Les comptes 2016 des communes appartenant à un groupement fiscalisé (FPU) | | | | | | |
|--|-------------------------|--------------------------|---------------------------|---------------------------|----------------------------|---------------------------|
| (Euros par habitant) | 3 500 à 5 000 habitants | 5 000 à 10 000 habitants | 10 000 à 20 000 habitants | 20 000 à 50 000 habitants | 50 000 à 100 000 habitants | Plus de 100 000 habitants |
| OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT | | | | | | |
| Total des produits de fonctionnement (=A) | 1 050 | 1 164 | 1 382 | 1 552 | 1 712 | 1 407 |
| Impôts locaux | 441 | 471 | 546 | 607 | 626 | 638 |
| Autres impôts & taxes | 63 | 88 | 107 | 114 | 143 | 113 |
| Dotations globales de fonctionnement | 152 | 157 | 186 | 211 | 218 | 216 |
| Total des charges de fonctionnement (=B) | 917 | 1 033 | 1 249 | 1 426 | 1 589 | 1 300 |
| Charges de personnel | 441 | 525 | 660 | 755 | 815 | 689 |
| Achats et charges externes | 236 | 244 | 265 | 280 | 282 | 236 |
| Charges financières | 37 | 52 | 59 | 71 | 78 | 44 |
| Contingents | 34 | 33 | 41 | 66 | 100 | 46 |
| Subventions versées | 55 | 68 | 94 | 108 | 136 | 159 |
| Résultat comptable (R= A-B) | 133 | 131 | 133 | 126 | 123 | 107 |
| ELEMENTS DE FISCALITE | | | | | | |
| Produit taxe d'habitation (y compris THLV) | 196 | 199 | 232 | 279 | 303 | 302 |
| Produit foncier bâti | 231 | 261 | 303 | 325 | 327 | 329 |
| Produit foncier non bâti | 12 | 8 | 5 | 3 | 3 | 1 |
| Produit foncier non bâti (taxe additionnelle) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produit cotisation foncière des entreprises | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Taxe sur les surfaces commerciales | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ENDETTLEMENT | | | | | | |
| Encours total de la dette au 31/12/N | 769 | 842 | 918 | 1 095 | 1 430 | 1 175 |
| Annuité de la dette | 109 | 132 | 134 | 160 | 206 | 147 |
| FONDS DE ROULEMENT | | | | | | |
| 307 | 287 | 276 | 211 | 146 | 91 | |
| OPERATIONS D'INVESTISSEMENT | | | | | | |
| Total des ressources d'investissement (=C) | 404 | 433 | 454 | 521 | 603 | 464 |
| Emprunts bancaires et dettes assimilées | 65 | 85 | 91 | 118 | 146 | 105 |
| Subventions reçues | 58 | 57 | 56 | 59 | 56 | 44 |
| FCTVA | 35 | 37 | 37 | 36 | 39 | 34 |
| Retour de biens affectés, concédés... | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total des emplois d'investissement (=D) | 397 | 428 | 440 | 512 | 597 | 467 |
| Dépenses d'équipement | 268 | 265 | 263 | 273 | 292 | 261 |
| Remboursement d'emprunts et dettes assimilées | 82 | 95 | 104 | 128 | 166 | 118 |
| Charges à répartir | 7 | 18 | 19 | 26 | 17 | 4 |
| Immobilisations affectés, concédés... | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Besoin / capacité de financement de la section investissement (= D - C) | -7 | -5 | -14 | -9 | -6 | 3 |
| AUTOFINANCEMENT | | | | | | |
| Excédent brut de fonctionnement | 200 | 201 | 211 | 211 | 221 | 202 |
| Capacité d'autofinancement = CAF | 177 | 179 | 186 | 180 | 184 | 164 |
| CAF nette du remboursement en capital des emprunts | 94 | 84 | 82 | 53 | 18 | 47 |



Source : <http://www.collectivites-locales.gouv.fr>
Comptes individuels des collectivités

Les comptes 2016 des communes appartenant à un groupement fiscalisé (4 taxes)

| (Euros par habitant) | 3 500 à 5 000 habitants | 5 000 à 10 000 habitants | 10 000 à 20 000 habitants | Plus de 100 000 habitants |
|--|-------------------------|--------------------------|---------------------------|---------------------------|
| OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| Total des produits de fonctionnement (=A) | 1 187 | 1 419 | 1 414 | 1 136 |
| Impôts locaux | 602 | 717 | 708 | 554 |
| Autres impôts & taxes | 62 | 81 | 96 | 62 |
| Dotation globale de fonctionnement | 214 | 229 | 258 | 246 |
| Total des charges de fonctionnement (=B) | 1 035 | 1 250 | 1 270 | 1 067 |
| Charges de personnel | 472 | 579 | 627 | 603 |
| Achats et charges externes | 278 | 301 | 285 | 143 |
| Charges financières | 36 | 47 | 89 | 13 |
| Contingents | 52 | 46 | 45 | 16 |
| Subventions versées | 61 | 92 | 86 | 119 |
| Résultat comptable (R= A-B) | 152 | 169 | 144 | 69 |
| ELEMENTS DE FISCALITE | | | | |
| Produit taxe d'habitation (y compris THLV) | 239 | 276 | 278 | 220 |
| Produit foncier bâti | 188 | 236 | 229 | 169 |
| Produit foncier non bâti | 11 | 8 | 5 | 1 |
| Produit foncier non bâti (taxe additionnelle) | 2 | 2 | 1 | 1 |
| Produit cotisation foncière des entreprises | 80 | 106 | 99 | 64 |
| Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises | 44 | 57 | 54 | 48 |
| Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau | 9 | 18 | 5 | 3 |
| Taxe sur les surfaces commerciales | 14 | 17 | 20 | 13 |
| ENDETTEMENT | | | | |
| Encours total de la dette au 31/12/N | 917 | 1 089 | 976 | 575 |
| Annuité de la dette | 120 | 155 | 162 | 104 |
| FONDS DE ROULEMENT | | | | |
| FONDS DE ROULEMENT | 404 | 387 | 261 | 110 |
| OPERATIONS D'INVESTISSEMENT | | | | |
| Total des ressources d'investissement (=C) | 469 | 564 | 487 | 261 |
| Emprunts bancaires et dettes assimilées | 82 | 82 | 127 | 0 |
| Subventions reçues | 60 | 69 | 54 | 22 |
| FCTVA | 45 | 45 | 38 | 11 |
| Retour de biens affectés, concédés... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total des emplois d'investissement (=D) | 455 | 577 | 492 | 306 |
| Dépenses d'équipement | 331 | 373 | 279 | 85 |
| Remboursement d'emprunts et dettes assimilées | 91 | 118 | 123 | 91 |
| Charges à répartir | 0 | 8 | 39 | 0 |
| Immobilisations affectées, concédées... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Besoin / capacité de financement de la section investissement (= D - C) | -14 | 13 | 5 | 45 |
| AUTOFINANCEMENT | | | | |
| Excédent brut de fonctionnement | 234 | 258 | 231 | 197 |
| Capacité d'autofinancement = CAF | 205 | 213 | 208 | 122 |
| CAF nette du remboursement en capital des emprunts | 114 | 95 | 85 | 30 |



Source : <http://www.collectivites-locales.gouv.fr>
Comptes individuels des collectivités

Eléments de comparaison 2016 : les chiffres pour Cabestany

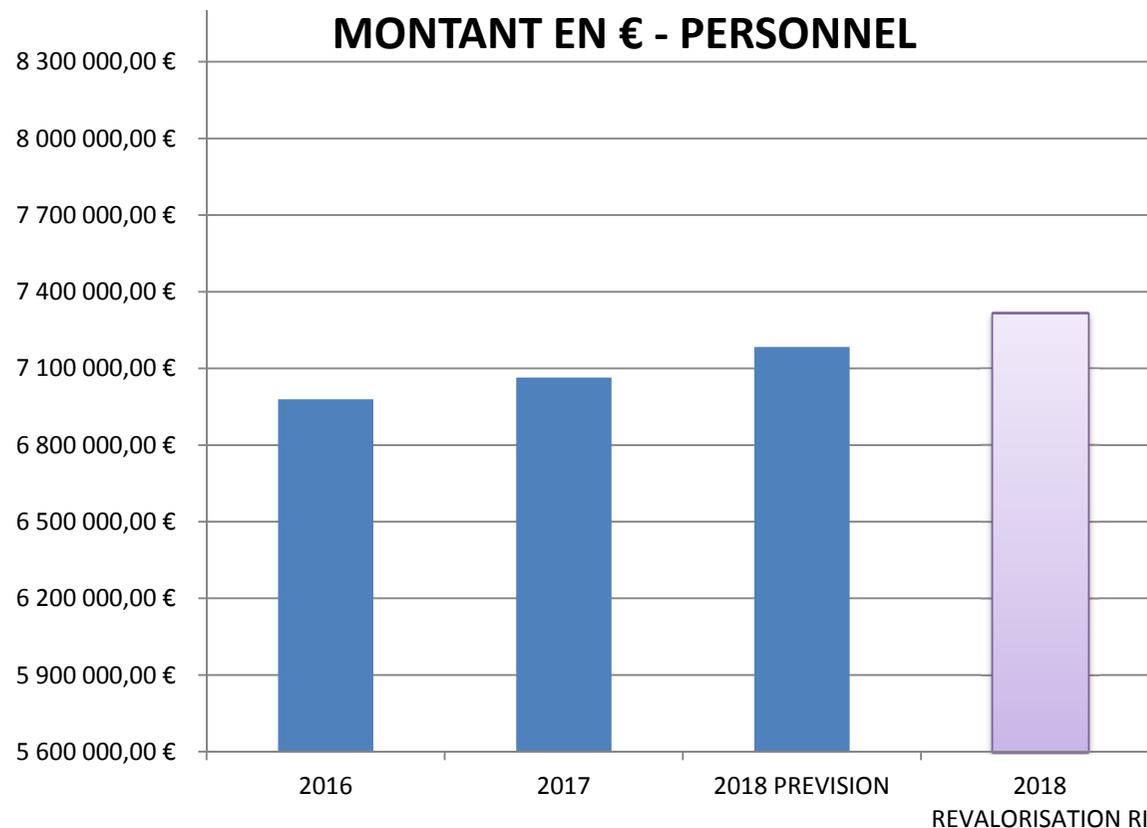


| ELEMENTS DE FISCALITE DIRECTE LOCALE | | | | | | |
|--|--------------------|----------------------|---|--|-------------------------|----------------------|
| Les bases imposées et les réductions (exonérations, abattements) accordées sur délibérations | | | | | | |
| Bases nettes imposées au profit de la commune | | | Taxe | Réductions de base accordées sur délibérations | | |
| En milliers d'Euros | Euros par habitant | Moyenne de la strate | | En milliers d'Euros | Euros par habitant | Moyenne de la strate |
| 17 286 | 1 768 | 1 331 | Taxe d'habitation (y compris THLV) | 0 | 0 | 98 |
| 14 284 | 1 461 | 1 239 | Taxe foncière sur les propriétés bâties | 0 | 0 | 1 |
| 89 | 9 | 15 | Taxe foncière sur les propriétés non bâties | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties | - | - | - |
| 0 | 0 | 0 | Cotisation foncière des entreprises | 0 | 0 | 0 |
| Les taux et les produits de la fiscalité directe locale | | | | | | |
| Produits des impôts locaux | | | Taxe | Taux voté | Taux moyen de la strate | |
| 1 844 | 189 | 199 | Taxe d'habitation (y compris THLV) | 10,67% | 14,98% | |
| 2 004 | 205 | 261 | Taxe foncière sur les propriétés bâties | 14,03% | 21,07% | |
| 56 | 6 | 8 | Taxe foncière sur les propriétés non bâties | 63,11% | 56,13% | |
| 0 | 0 | 0 | Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties | 0,00% | 0,00% | |
| 0 | 0 | 0 | Cotisation foncière des entreprises | 0,00% | 0,00% | |

III- Rapport sur les ressources humaines

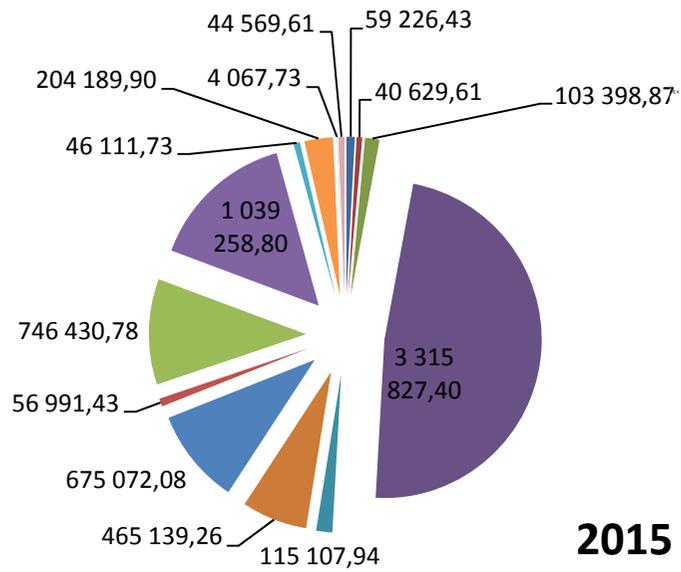
A- Evolution des dépenses de personnel

L'histogramme ci-dessous indique l'évolution des dépenses de personnel depuis 2015: Masse salariale et charges assimilées et autres charges comme l'assurance.



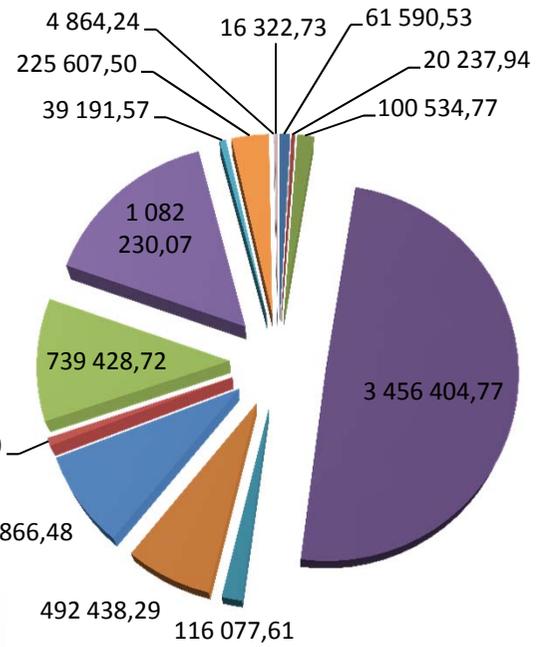
Les propositions budgétaires 2018 concernant le chapitre 012 des frais de personnel et charges assimilées s'inscrivent dans la volonté municipale de contenir au mieux les dépenses de fonctionnement tout en maintenant un niveau de service public constant. L'augmentation mécanique de ce chapitre est liée principalement au GVT (Glissement Vieillesse Technicité). Dans le cadre d'un dialogue social vertueux mais qui tient compte des nécessités budgétaires, une enveloppe sera consacrée à partir de 2018 à la revalorisation du régime indemnitaire des agents.



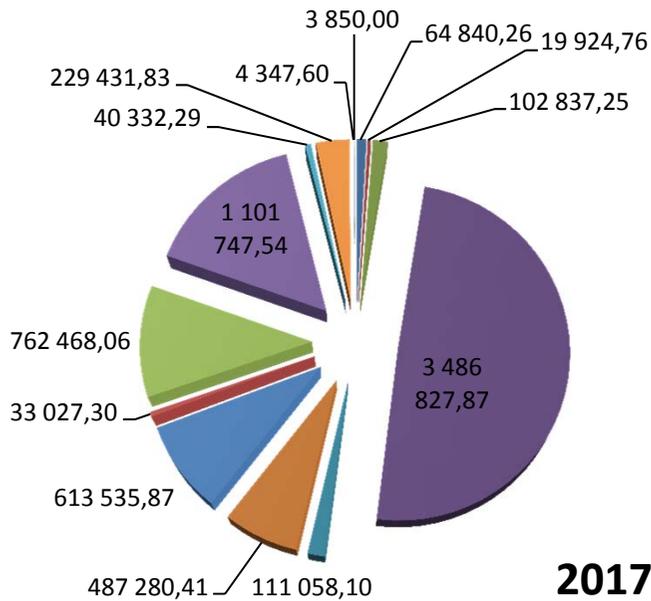


2015

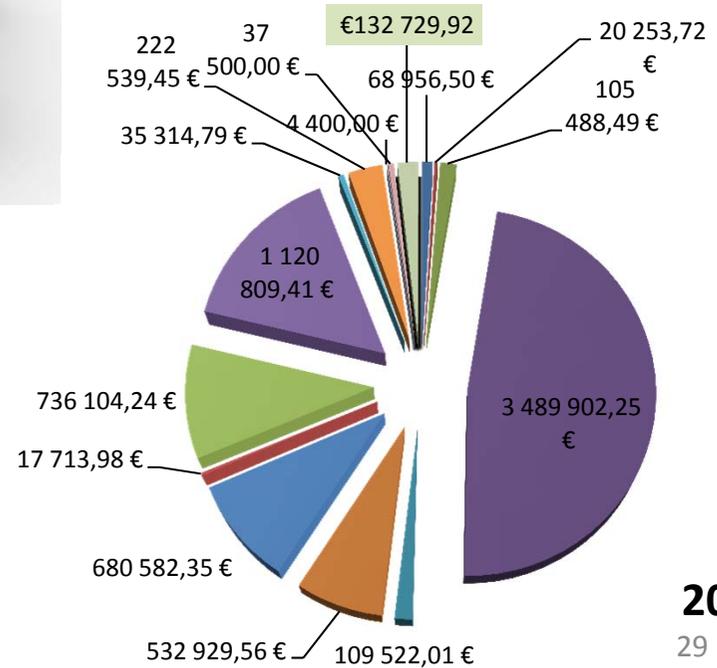
- Versement de transport
- Cotisations versées au F.N.A.L.
- Cotisations aux CDG et CNFPT
- Rémunération principale
- NBI, supplément familial de traitement et indemnité de résidence



2016



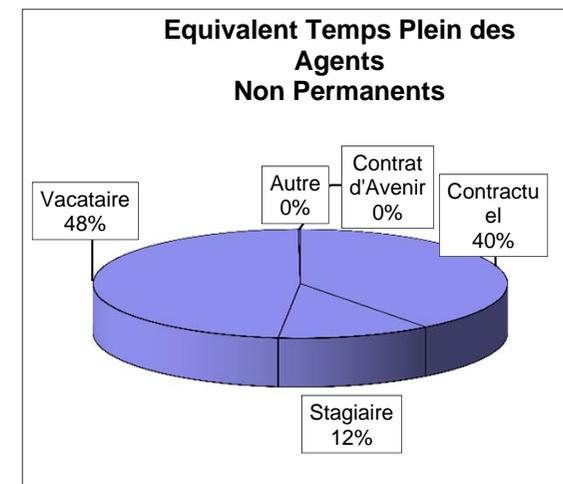
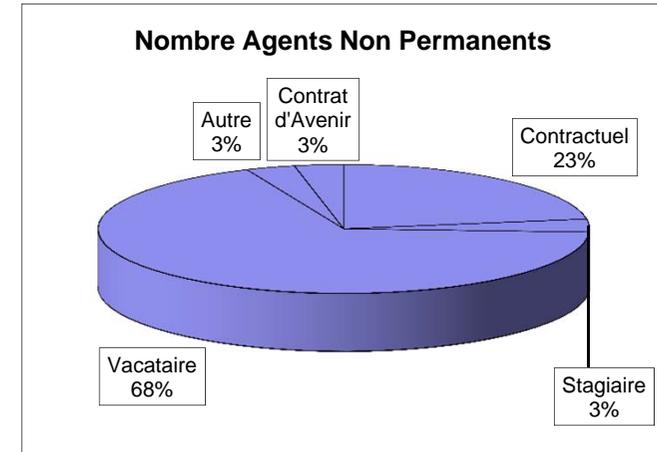
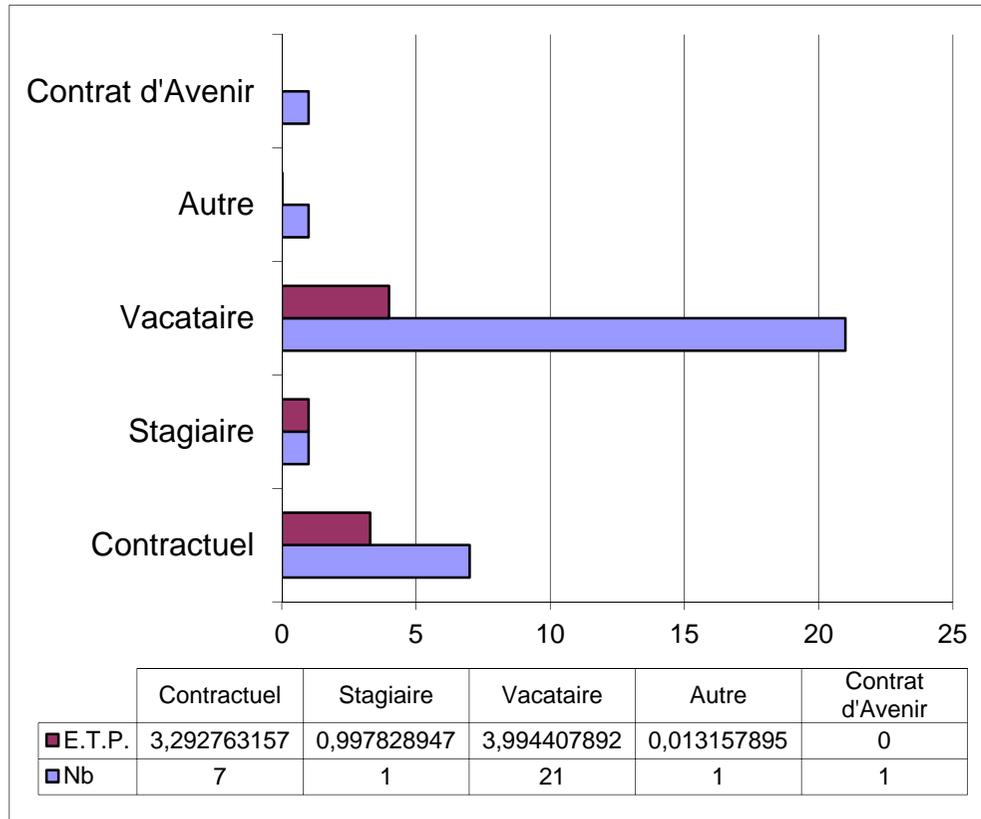
2017



2018

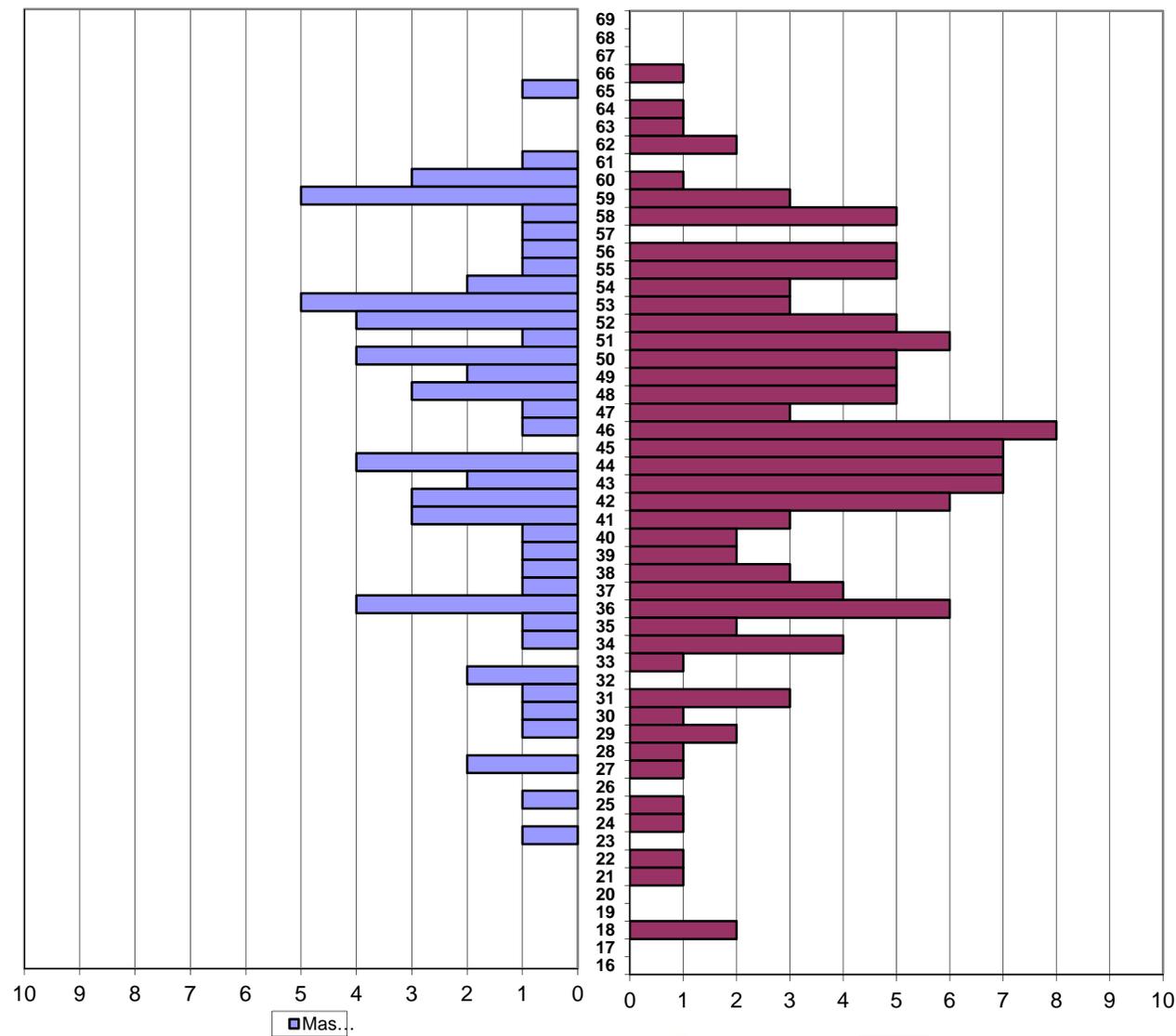
B- Structures des effectifs

Le nombre d'agents non permanent est de 31 au 31 janvier 2018 réparti par statut comme suit:



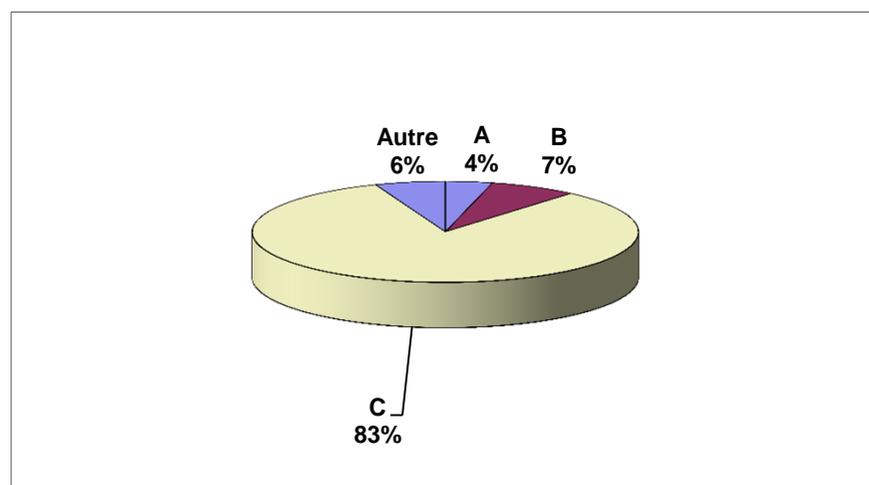
| Age | Masculin | Féminin | Total | % |
|--------------|-----------|------------|------------|---------------|
| 66 | | 1 | 1 | 0,5% |
| 65 | 1 | | 1 | 0,5% |
| 64 | | 1 | 1 | 0,5% |
| 63 | | 1 | 1 | 0,5% |
| 62 | | 2 | 2 | 1,0% |
| 61 | 1 | | 1 | 0,5% |
| 60 | 3 | 1 | 4 | 2,0% |
| 59 | 5 | 3 | 8 | 3,9% |
| 58 | 1 | 5 | 6 | 3,0% |
| 57 | 1 | | 1 | 0,5% |
| 56 | 1 | 5 | 6 | 3,0% |
| 55 | 1 | 5 | 6 | 3,0% |
| 54 | 2 | 3 | 5 | 2,5% |
| 53 | 5 | 3 | 8 | 3,9% |
| 52 | 4 | 5 | 9 | 4,4% |
| 51 | 1 | 6 | 7 | 3,4% |
| 50 | 4 | 5 | 9 | 4,4% |
| 49 | 2 | 5 | 7 | 3,4% |
| 48 | 3 | 5 | 8 | 3,9% |
| 47 | 1 | 3 | 4 | 2,0% |
| 46 | 1 | 8 | 9 | 4,4% |
| 45 | | 7 | 7 | 3,4% |
| 44 | 4 | 7 | 11 | 5,4% |
| 43 | 2 | 7 | 9 | 4,4% |
| 42 | 3 | 6 | 9 | 4,4% |
| 41 | 3 | 3 | 6 | 3,0% |
| 40 | 1 | 2 | 3 | 1,5% |
| 39 | 1 | 2 | 3 | 1,5% |
| 38 | 1 | 3 | 4 | 2,0% |
| 37 | 1 | 4 | 5 | 2,5% |
| 36 | 4 | 6 | 10 | 4,9% |
| 35 | 1 | 2 | 3 | 1,5% |
| 34 | 1 | 4 | 5 | 2,5% |
| 33 | | 1 | 1 | 0,5% |
| 32 | 2 | | 2 | 1,0% |
| 31 | 1 | 3 | 4 | 2,0% |
| 30 | 1 | 1 | 2 | 1,0% |
| 29 | 1 | 2 | 3 | 1,5% |
| 28 | | 1 | 1 | 0,5% |
| 27 | 2 | 1 | 3 | 1,5% |
| 25 | 1 | 1 | 2 | 1,0% |
| 24 | | 1 | 1 | 0,5% |
| 23 | 1 | | 1 | |
| 22 | | 1 | 1 | 0,5% |
| 21 | | 1 | 1 | 0,5% |
| 18 | | 2 | 2 | 1,0% |
| Total | 68 | 135 | 204 | 100,0% |

Le nombre d'agents permanents titulaires et non- titulaires rémunérés au 31 janvier 2016 était de 230, de 216 en 2017, et de 220 aujourd'hui répartis comme suit:



Répartition par catégorie des agents permanents

| | Titulaire | Non titulaire | Total | % |
|--------------|------------|---------------|------------|---------------|
| A | 7 | 1 | 8 | 3,9% |
| B | 13 | 2 | 15 | 7,4% |
| C | 146 | 23 | 169 | 82,8% |
| Autre | | 12 | 12 | 5,9% |
| Total | 166 | 38 | 204 | 100,0% |



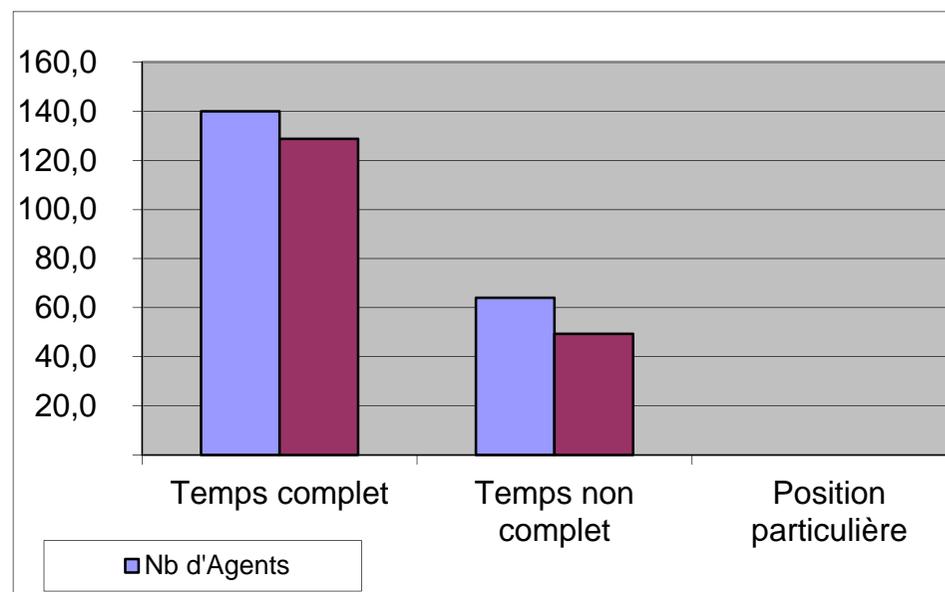
Au 31 janvier 2018 les agents de catégorie C représentent en moyenne 83 % de l'ensemble des agents qui sont très majoritairement des agents titulaires.

Les catégories B représentent 7 %, et les cadres A 4 %. Dans les années à venir, une réflexion sera menée sur le principe du non-remplacement systématique des départs, tels que les départs à la retraite, la mobilité ou les absences pour contenir la croissance naturelle des dépenses de personnel.

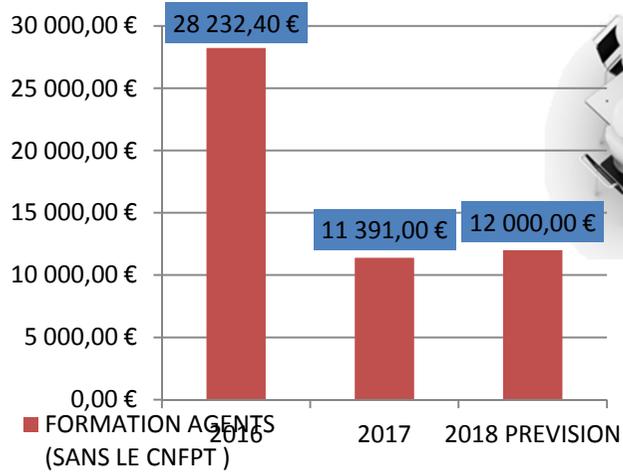
La ville sera donc amenée à limiter les recrutements externes et à privilégier la mobilité interne pour pourvoir les postes vacants. Dans ce contexte, il paraît nécessaire de développer des leviers de motivation professionnelle et des perspectives de carrière pour les agents en poste.



| Position | Nb d'Agents | Equiv. T.P. |
|------------------------------|-------------|--------------|
| Temps complet | 140 | 128,8 |
| Temps non complet | 64 | 49,3 |
| Position particulière | | |
| Total | 204 | 178,1 |

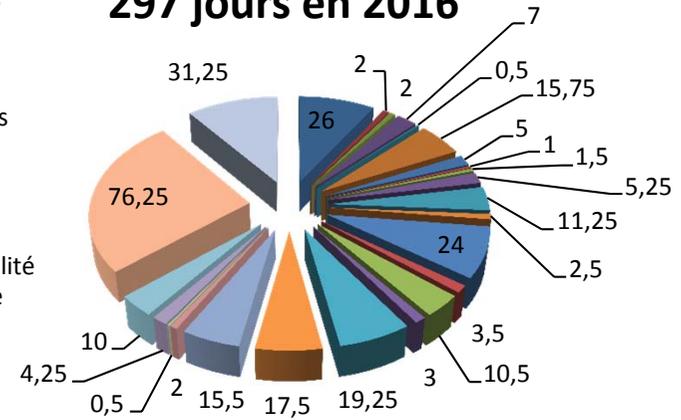


C- La formation



- CCAS
- Maison des quartiers
- Crèche
- Agenda 21
- Secrétariat Général
- Ressources Humaines
- Police Municipale
- Etat Civil
- Elections
- ACCUEIL
- Finances -- Comptabilité
- Restauration Scolaire
- ATSEM
- Musée

297 jours en 2016

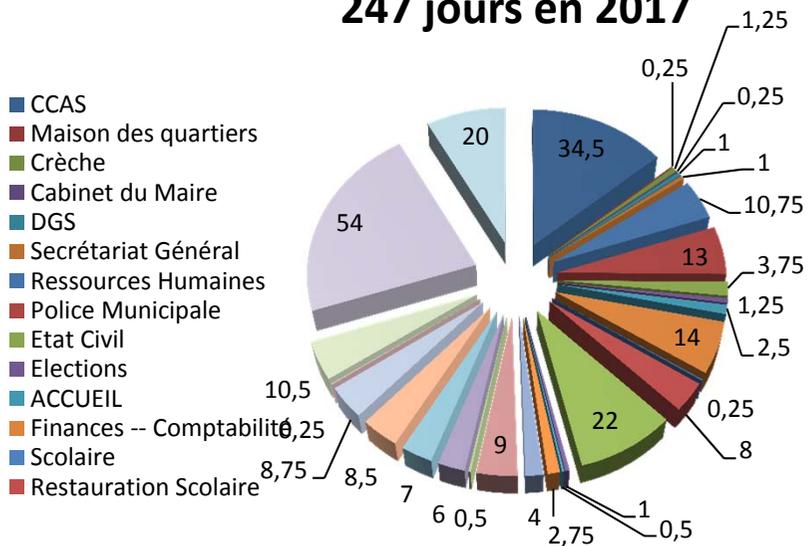


La majorité des formations sont financées par le CNFPT dont la cotisation s'élève à 0,90% de la masse salariale.

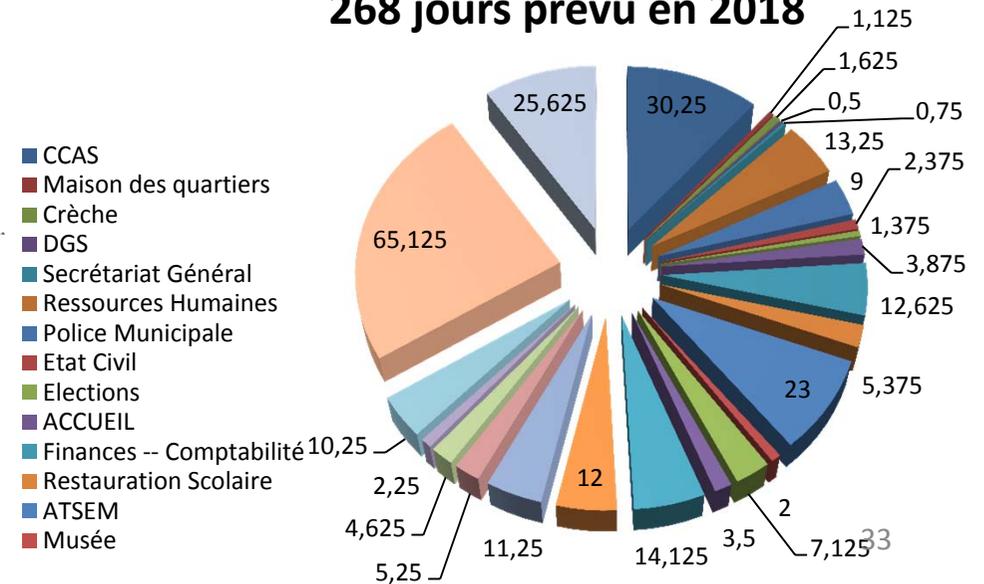
Afin d'obtenir plus de formation gratuite avec ce dernier, un partenariat est en passe d'être signé, il s'agira de formations au sein de la commune.

D'autre part, la Ville s'est engagée sur l'élaboration d'un plan de formation.

247 jours en 2017



268 jours prévu en 2018



IV - Situation et Orientations budgétaires pour 2018

A- Point sur l'exécution budgétaire 2017

| COMPTE ADMINISTRATIF 2017 PROVISoire | |
|--------------------------------------|---------------------|
| RESULTATS BRUTS 2017 : | |
| FONCTIONNEMENT | |
| Total des mandats (dépenses) | 11 566 976,07 € |
| Total des titres (recettes) | 11 598 017,55 € |
| A Différence | 31 041,48 € |
| INVESTISSEMENT | |
| Total des mandats (dépenses) | 4 257 418,18 € |
| Total des titres (recettes) | 4 591 333,21 € |
| A' Différence | 333 915,03 € |

| RESULTATS REPORTES 2016 (inscrits au budget 2017) | |
|---|----------------|
| Fonctionnement | |
| B 002-Excédents | 1 657 577,23 € |
| Investissement | |
| B' 001-Solde d'exécution d'investissement (R) | 719 056,75 € |
| (R) 1068-Excédents de fonctionnement capitalisés | 1 000 000,00 € |

| RESULTAT CUMULE | |
|-------------------------------------|-----------------------|
| D Fonctionnement C = A + B | 1 688 618,71 € |
| D Investissement D = A' + B' | 1 052 971,78 € |

| Restes à réaliser d'investissement : | |
|--|----------------------|
| Dépenses (20-21-23) selon état des RAR | 157 241,94 € |
| Recettes (emprunts, subventions, etc.) | |
| E Solde | -157 241,94 € |
| F = D + E = besoin de financement | 895 729,84 € |

| COMPTE DE GESTION 2017 PROVISoire | | | | |
|-----------------------------------|--------------------------|---|-----------------------------|--------------------------|
| | Résultat de clôture 2016 | Part affectée à l'investissement (1068) | Résultat de l'exercice 2017 | Résultat de clôture 2017 |
| Investissement | 719 056,75 | | 333 915,03 | 1 052 971,78 |
| Fonctionnement | 2 657 577,23 | 1 000 000,00 | 31 041,48 | 1 688 618,71 |
| | 3 376 633,98 | 1 000 000,00 | 364 956,51 | 2 741 590,49 |

| A INSCRIRE AU BUDGET 2018 | | |
|---------------------------|---|----------------|
| 002 - R | Excédents de fonctionnement | 1 688 618,71 € |
| 001 - R | Excédent d'investissement | 1 052 971,78 € |
| 1068 - R | Excédents de fonctionnement capitalisés | |



▪ VUE D'ENSEMBLE PAR CHAPITRES FONCTIONNEMENT 2017



| | | 2017 | 2017 |
|----------------------|--|----------------------|----------------------|
| Libellé Chapitre | | Total Prevu N-1 | Réalisé N-1 |
| Dépenses | | 13 381 811,00 | 11 566 976,07 |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 2 931 238,00 | 2 689 422,96 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 7 170 486,18 | 7 061 509,14 |
| 022 | DEPENSES IMPREVUES | 78 075,00 | 0,00 |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 1 071 416,01 | 0,00 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 1 147 000,00 | 1 048 110,79 |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 522 350,00 | 455 117,98 |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 338 245,81 | 299 730,06 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 123 000,00 | 13 085,14 |
| Recettes | | 13 381 811,00 | 13 255 594,78 |
| 002 | RESULTAT FONCTIONNEMENT REPORTE | 1 657 577,23 | 1 657 577,23 |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | 250 000,00 | 369 965,69 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 757 165,00 | 60 085,10 |
| 70 | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES | 1 561 347,00 | 1 706 080,15 |
| 73 | IMPOTS ET TAXES | 7 294 976,00 | 7 382 346,04 |
| 74 | DOTATIONS ET PARTICIPATIONS | 1 442 648,77 | 1 628 021,39 |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 368 600,00 | 344 355,52 |
| 76 | PRODUITS FINANCIERS | 0,00 | 30 991,75 |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 49 497,00 | 76 171,91 |
| Total général | | 26 763 622,00 | 24 822 570,85 |

▪ VUE D'ENSEMBLE PAR CHAPITRES INVESTISSEMENT 2017



| | | 2017 | 2017 |
|----------------------|--|----------------------|---------------------|
| Titre | | Total Prevu N-1 | Réalisé N-1 |
| | | 8 788 917,00 | 4 414 660,12 |
| | S D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 757 165,00 | 60 085,10 |
| | ET DETTES ASSIMILEES | 1 000 000,00 | 927 984,64 |
| | TIONS INCORPORELLES | 235 512,00 | 223 526,39 |
| | TIONS CORPORELLES | 4 240 006,00 | 1 455 897,54 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 1 959 785,94 | 1 354 195,87 |
| 4581 | OPERATIONS SOUS MANDAT (DEPENSES) | 596 448,06 | 392 970,58 |
| 204 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES | 0,00 | 0,00 |
| Recettes | | 8 788 917,00 | 5 310 389,96 |
| 001 | SOLDE EXECUTION SECTION INVESTISSEMENT REPORT | 719 056,75 | 719 056,75 |
| 021 | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | 1 071 416,01 | 0,00 |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 1 147 000,00 | 1 048 110,79 |
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | 1 692 400,00 | 1 712 399,38 |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | 979 775,00 | 527 248,63 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 2 459 056,02 | 1 000 000,00 |
| 4582 | OPERATIONS SOUS MANDAT (RECETTES) | 720 213,22 | 303 574,41 |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 0,00 | 0,00 |
| Total général | | 17 577 834,00 | 9 725 050,08 |

B- Les Dotations 2018

Il est à noter que le dépassement des 10 000 habitants nous ferait perdre la DSR mais que les différents indicateurs de la collectivité ne nous assureraient pas d'une éligibilité à la DSU pour 2018.

Même les scénarios les plus optimistes nous permettraient de nous positionner aux alentours du dernier rang d'éligibilité, soit 675.

Ainsi, l'hypothèse prudentielle consisterait vraisemblablement à ne pas intégrer la **DSR** au budget 2018.

Concernant la dotation forfaitaire, la hausse de la population (+ 110 hab.) observée par la collectivité en 2018 permettrait une hausse de la dotation forfaitaire de 11 k€ laquelle serait contrebalancée par l'écêtement opéré pour financement de la péréquation à hauteur de 55 k€ La DF s'élèverait donc à 624 k€ en 2018.



ANALYSE SYNTHETIQUE DE LA DGF ET DES FONDS DE PEREQUATION

POPULATION DGF

| | 2016 | 2017 | 2018 |
|---------------------------------|--------------|--------------|---------------|
| Population totale | 9 777 | 9 884 | 9 994 |
| Résidences secondaires | 66 | 68 | 68 |
| Majoration places de caravane * | 40 | 40 | 40 |
| Population DGF | 9 883 | 9 992 | 10 102 |
| dont Population QPV | 0 | 0 | 0 |
| dont Population ZFU | 0 | 0 | 0 |

(*) Le nombre de places est x par 2 si la commune est éligible à la DSU ou à la DSR bourg-centre en n-1

DGF et FONDS DE PEREQUATION

| K€ | 2016 | 2017 | 2018 |
|--|------------|------------|------------|
| Dotation forfaitaire (DF) | 823 | 668 | 624 |
| Effet variation de population | 19 | 11 | 11 |
| Effet prélèvement pour péréquation | -31 | -43 | -55 |
| Contribution RFP | -214 | -122 | 0 |
| + Dotation aménagement (DSU, DSR, DNP) | 100 | 109 | 0 |
| dont DSU | 0 | 0 | 0 |
| dont DSR | 100 | 109 | 0 |
| dont DNP | 0 | 0 | 0 |
| = DGF (A) | 922 | 777 | 624 |

C- Balance d'équilibre Budget Fonctionnement 2018



Soit 318 768€* en moins en 2018

| <i>SECTION DE FONCTIONNEMENT</i> | MONTANT | COMMENTAIRES |
|---|------------------------|--|
| <i>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</i> | 12 607 103,67 € | |
| TOTAL -011- Charges à caractère général | 3 274 710,00 € | Total Dépenses des services |
| TOTAL -012- Charges de personnel | 7 316 764,67 € | Personnel+assurance+contrat CG+charges+CSG |
| TOTAL -022- Dépenses imprévues | 40 000,00 € | |
| TOTAL 042 - Opérations d'ordre transferts entre sections | 1 150 000,00 € | Opérations d'ordres |
| TOTAL -65- Autres charges de gestion courante | 449 529,00 € | Subventions aux associations + CCAS + Elus |
| TOTAL -66-Charges financières | 312 100,00 € | Intérêts de la dette |
| TOTAL -67- Charges exceptionnelles | 64 000,00 € | Annulation de titres sur exercices antérieurs (véolia 31 600) |
| <i>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT</i> | 13 147 284,57 € | |
| TOTAL 002 - Résultat de fonctionnement reporté CA 2017 | 1 688 618,71 € | Résultat 2017 |
| TOTAL -013- Atténuation de charges | 140 000,00 € | Remboursement Assurances du personnel |
| TOTAL- 042 - Opérations d'ordre transferts entre sections | 657 170,00 € | Opérations d'ordres |
| TOTAL - 70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses | 1 580 047,00 € | Recettes des services |
| TOTAL - 73 - Impôts et taxes | 7 515 219,00 € | |
| TOTAL - 74 - Dotations et participations | 1 181 729,86 € | |
| TOTAL - 75 - Autres produits de gestion courante | 353 600,00 € | Loyers + charges locatives |
| TOTAL - 77 -Produits exceptionnels | 30 900,00 € | |
| BALANCE DE LA SECTION | | 540 180,90 € |

- *Pour Info :
- 134 000 € La redevance d'occupation du domaine public (RODP) sera perçue par P2M sur 2018
 - 110 000 € sur l'éligibilité de la DSR
 - 10 768 € sur l'attribution de compensation dû au lissage de l'emprunt voirie
 - 5 000 € sur la TLPE moins d'enseignes
 - 15 000 € sur les revenus des immeubles 2 locataires de moins
 - 44 000 € sur la dotation forfaitaire

D- Balance d'équilibre d'investissement 2018



| NAT | F° | SECTION D'INVESTISSEMENT | SERV | MONTANT | COMMENTAIRES |
|---|----|--------------------------|------|-----------------------|---|
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | | | 6 287 548,94 € | |
| TOTAL - 040- Opérations d'ordre transferts entre sections | | | | 747 170,00 € | Travaux en régie |
| TOTAL-16- Emprunts et dettes assimilées | | | | 950 000,00 € | Remboursement de la dette |
| TOTAL- 20 -Immobilisations incorporelles | | | | 116 380,00 € | Demandes des services |
| TOTAL- 20 -Immobilisations incorporelles (report 2017) | | | | 57 854,59 € | RAR 2017 |
| TOTAL- 204 -Subventions d'équipement versées | | | | 220 000,00 € | Participation Boulevard Sud Est (RD22b) |
| TOTAL -21- Immobilisations corporelles | | | | 2 795 057,00 € | Demandes des services |
| TOTAL- 21 -Immobilisations corporelles (report 2017) | | | | 65 871,32 € | RAR 2017 |
| TOTAL -23-Immobilisations en cours | | | | 206 000,00 € | Espace jeunesse + colombarium |
| TOTAL - 4581- Opérations sous mandats (dont report 2017) | | | | 1 129 216,03 € | P2M |
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT | | | | 4 717 748,36 € | |
| TOTAL- 001 - Résultat d'investissement reporté CA 2017 | | | | 1 052 971,78 € | |
| TOTAL - 040- Opérations d'ordre transferts entre sections | | | | 1 150 000,00 € | |
| TOTAL - 041- Opérations d'ordre patrimoniales | | | | 90 000,00 € | |
| TOTAL-10 - Dotations, fonds divers et réserves | | | | 640 000,00 € | |
| TOTAL- 13 - Subventions d'investissement | | | | 631 860,55 € | |
| TOTAL-27- Autres immobilisations financières | | | | 23 700,00 € | |
| TOTAL - 4582- Opérations sous mandats (dont report 2017) | | | | 1 129 216,03 € | P2M |
| BALANCE DE LA SECTION | | | | | -1 569 800,58 € |

Une fois le 1068 abondé du solde de la section de fonctionnement (540 180.90€), il manque encore 1,02 M€ afin d'équilibrer la section d'investissement.

V- Fiscalité locale

Taxe d'habitation – Foncier Bâti – Foncier non-Bâti

2016

| Éléments de Fiscalité | En milliers d'Euros | Euros par habitant | Moyenne de la strate |
|---|---------------------|--------------------|----------------------|
| Bases nettes imposées au profit de la commune | | | |
| Taxe d'habitation (y compris THLV) | 17 286 | 1 768 | 1 331 |
| Foncier bâti | 14 284 | 1 461 | 1 239 |
| Foncier non bâti | 89 | 9 | 15 |
| Foncier non bâti (Taxe additionnelle) | 0 | 0 | 0 |
| Cotisation foncière des entreprises (fiscalité additionnelle) | 0 | 0 | 0 |
| Réductions de bases accordées sur délibérations | | | |
| Taxe d'habitation (y compris THLV) | 0 | 0 | 98 |
| Foncier bâti | 0 | 0 | 1 |
| Foncier non bâti | 0 | 0 | 0 |
| Cotisation foncière des entreprises | 0 | 0 | 0 |

| Taux | Taux voté | Taux moyen de la strate | |
|--|-----------|-------------------------|-----|
| Taxe d'habitation (y compris THLV) | 10,67% | 14,98% | |
| Foncier bâti | 14,03% | 21,07% | |
| Foncier non bâti | 63,11% | 56,13% | |
| Foncier non bâti (Taxe additionnelle) | 0,00% | 0,00% | |
| Cotisation foncière des entreprises | 0,00% | 0,00% | |
| Produits des impôts locaux | | | |
| Taxe d'habitation (y compris THLV) | 1 844 | 189 | 199 |
| Foncier bâti | 2 004 | 205 | 261 |
| Foncier non bâti | 56 | 6 | 8 |
| Foncier non bâti (Taxe additionnelle) | 0 | 0 | 0 |
| Cotisation foncière des entreprises | 0 | 0 | 0 |
| Produits des impôts de répartition | | | |
| Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises | 0 | 0 | 0 |
| Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau | 0 | 0 | 0 |
| Taxe sur les surfaces commerciales | 0 | | |



| COMMUNES | TAXE HABITATION | EN COMPARAIS ON EN + - / CABESTANY | TAXE FONCIER BATI | EN COMPARAISON EN + / CABESTANY | TEOM | EN COMPARAIS ON EN + / CABESTANY - |
|------------------------------|-----------------|------------------------------------|-------------------|---------------------------------|--------------|------------------------------------|
| BAHO | 11,60 | 6% | 15,70 | 9% | 12,89 | 84% |
| BAIXAS | 14,25 | 30% | 21,93 | 53% | 16,23 | 132% |
| BOMPAS | 16,64 | 52% | 25,76 | 79% | 15,05 | 115% |
| CABESTANY | 10,94 | 0% | 14,38 | 0% | 7 | 0% |
| CALCE | 7,29 | -33% | 13,71 | -5% | 15,76 | 125% |
| CANET EN ROUSSILLON | 14,71 | 34% | 19,21 | 34% | 12,66 | 81% |
| CANOHES | 17,86 | 63% | 24,45 | 70% | 12,95 | 85% |
| CASES DE PENE | 15,50 | 42% | 23,00 | 60% | 18,66 | 44% |
| CASSAGNES | 9,86 | -10% | 14,73 | 2% | 19,50 | 179% |
| ESPIRA DE L'AGLY | 10,66 | -3% | 14,77 | 3% | 18,12 | 159% |
| ESTAGEL | 15,66 | 43% | 23,66 | 65% | 17 | 143% |
| LE BARCARES | 17,65 | 61% | 23,49 | 63% | 17 | 143% |
| LE SOLER | 15,12 | 38% | 20,72 | 44% | 14,46 | 107% |
| LLUPIA | 16,49 | 51% | 21,35 | 48% | 17,00 | 143% |
| MONTNER | 12,75 | 17% | 20,48 | 42% | 18,12 | 159% |
| OPOUL | 13,44 | 23% | 17,86 | 24% | 19 | 171% |
| PERPIGNAN | 18,73 | 71% | 27,46 | 91% | 8,22 | 17% |
| PEYRESTORTES | 15,68 | 43% | 21,50 | 50% | 18,32 | 162% |
| PEZILLA DE LA RIVIERE | 14,25 | 30% | 20,5 | 43% | 17,96 | 157% |
| POLLESTRES | 15,83 | 45% | 22,80 | 59% | 14,29 | 104% |
| PONTEILLA | 19,96 | 82% | 23,26 | 62% | 16,50 | 136% |
| RIVESALTES | 10,41 | -5% | 16,91 | 18% | 15,90 | 127% |
| SAINT ESTEVE | 13,25 | 21% | 19,10 | 33% | 11,37 | 62% |
| SAINT FELIU D'AVALL | 13,50 | 23% | 20,30 | 41% | 16 | 129% |
| SAINT HIPPOLYTE | 14,06 | 29% | 21,15 | 47% | 18 | 157% |
| SAINT LAURENT DE LA SALANQUE | 13,82 | 26% | 22,94 | 60% | 15 | 114% |
| SAINT NAZAIRE | 14,25 | 30% | 21,00 | 46% | 17,94 | 156% |
| SAINTE MARIE DE LA MER | 13,35 | 22% | 19,91 | 38% | 14,60 | 109% |
| SALEILLES | 16,09 | 47% | 22,74 | 58% | 12,07 | 72% |
| TAUTAVEL | 10,22 | -7% | 14,88 | 3% | 14,65 | 109% |
| TORREILLES | 12,44 | 14% | 21,89 | 52% | 17,00 | 143% |
| TOULOUGES | 13,34 | 22% | 18,83 | 31% | 10,95 | 56% |
| VILLELONGUE DE LA SALANQUE | 12,87 | 18% | 19,28 | 34% | 16,42 | 135% |
| VILLENEUVE DE LA RAHO | 16,99 | 55% | 21,42 | 49% | 11,87 | 70% |
| VILLENEUVE DE LA RIVIERE | 14,76 | 12% | 18,7 | 30% | 17,96 | 157% |
| VINGRAU | 13,22 | 21% | 19,13 | 33% | 21,40 | 206% |
| TAUX MOYEN SUR PMCA | 14,08 | 29% | 20,23 | 41% | 15,50 | 121% |

Taux communaux 2016 de P2M et 2017 pour Cabestany



Pour réduire les pertes de recettes 2018, il est proposé une augmentation des 3 taxes.

Ex: si augmentation des taxes de 2,5%... le gain serait de 106 000 €.



ANALYSE DE LA FISCALITE COMMUNALE : MONTANT

TAUX D'IMPOSITION COMMUNAUX

| | 2016 | 2017 | 2018 |
|----------|--------|--------|--------|
| Taux TH | 10,67% | 10,94% | 11,21% |
| Taux FB | 14,03% | 14,38% | 14,74% |
| Taux FNB | 63,11% | 64,69% | 66,31% |

BASES NETTES D'IMPOSITION

| K€ | 2016 | 2017 | 2018 |
|-----------------------------|--------|--------|--------|
| Base nette TH | 17 286 | 17 898 | 18 475 |
| dont résidences secondaires | 0 | 0 | 0 |
| Base nette FB | 14 284 | 14 686 | 15 159 |
| Base nette FNB | 89 | 86 | 85 |

PRODUITS FISCAUX

| K€ | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|--------------|--------------|--------------|
| Produit TH | 1 844 | 1 958 | 2 072 |
| dont majoration TH résidences secondaires | 0 | 0 | 0 |
| Produit FB | 2 004 | 2 112 | 2 234 |
| Produit FNB | 56 | 55 | 56 |
| Produit 3 Taxes ménages | 3 905 | 4 125 | 4 362 |

ANALYSE DE LA FISCALITE COMMUNALE : EVOLUTION NOMINALE

EVOLUTION NOMINALE DES TAUX D'IMPOSITION COMMUNAUX

| | Moy. | 2017/16 | 2018/17 |
|---------------------|--------------|-------------|-------------|
| Taux TH | 2,5% | 2,5% | 2,5% |
| Taux FB | 2,5% | 2,5% | 2,5% |
| Taux FNB | 2,5% | 2,5% | 2,5% |
| Taux ménages | 2,51% | 2,5% | 2,5% |

EVOLUTION NOMINALE DES BASES NETTES D'IMPOSITION

| | Moy. | 2017/16 | 2018/17 |
|-----------------------------|-------|---------|---------|
| Base nette TH | 3,4% | 3,5% | 3,2% |
| dont résidences secondaires | s.o. | s.o. | s.o. |
| Base nette FB | 3,0% | 2,8% | 3,2% |
| Base nette FNB | -2,4% | -4,0% | -0,8% |

EVOLUTION NOMINALE DES PRODUITS FISCAUX

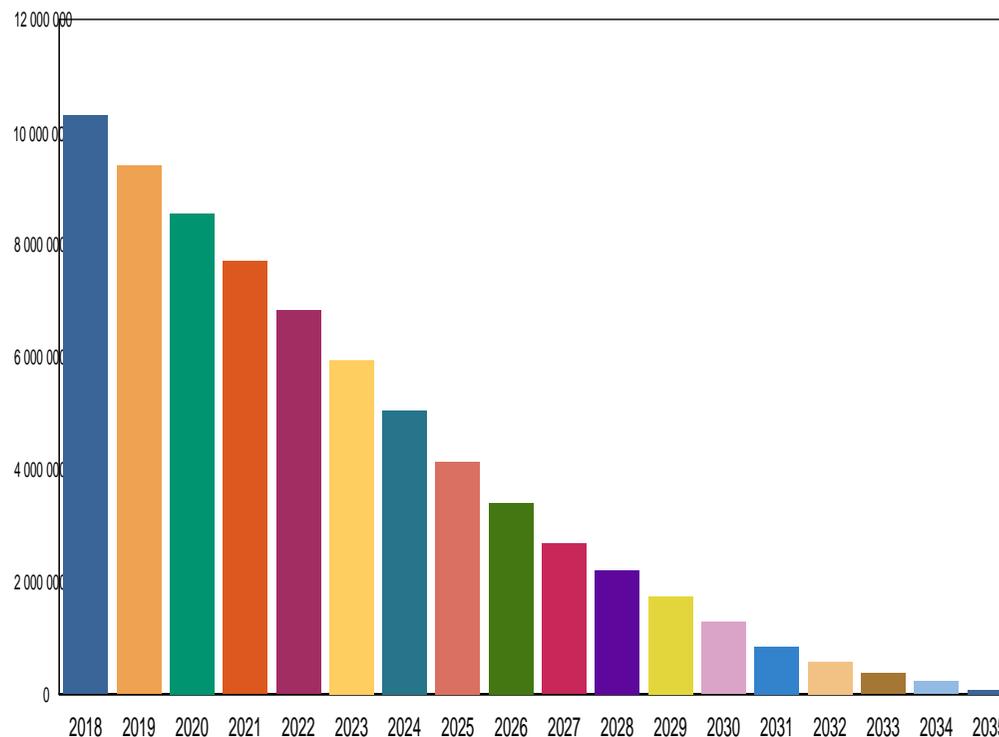
| | Moy. | 2017/16 | 2018/17 |
|---|-------------|-------------|-------------|
| Produit TH | 6,0% | 6,2% | 5,8% |
| dont majoration TH résidences secondaires | s.o. | s.o. | s.o. |
| Produit FB | 5,6% | 5,4% | 5,8% |
| Produit FNB | 0,0% | -1,6% | 1,7% |
| Produit 3 taxes ménages | 5,7% | 5,6% | 5,7% |

VI- Etat de la dette au 1^{er} janvier 2018

Evolution de la dette sur le 'restant dû'

Evolution de la dette

| Période | Restant dû | Capital | Intérêts | TOTAL |
|--------------|---------------|------------|------------|----------------------|
| 2018 | 10 288 377,25 | 893 775,13 | 288 178,94 | 1 181 954,07 |
| 2019 | 9 394 602,08 | 844 697,51 | 261 519,99 | 1 106 217,50 |
| 2020 | 8 549 904,53 | 857 271,95 | 235 778,76 | 1 093 050,71 |
| 2021 | 7 692 632,54 | 870 285,62 | 209 186,33 | 1 079 471,95 |
| 2022 | 6 822 346,88 | 883 754,42 | 182 269,08 | 1 066 023,50 |
| 2023 | 5 938 592,42 | 897 694,85 | 154 827,79 | 1 052 522,64 |
| 2024 | 5 040 897,53 | 912 124,19 | 126 959,26 | 1 039 083,45 |
| 2025 | 4 128 773,30 | 728 013,58 | 98 298,11 | 826 311,69 |
| 2026 | 3 400 759,68 | 722 634,90 | 76 772,21 | 799 407,11 |
| 2027 | 2 678 124,74 | 470 833,32 | 56 142,05 | 526 975,37 |
| 2028 | 2 207 291,38 | 470 833,32 | 44 574,51 | 515 407,83 |
| 2029 | 1 736 458,02 | 461 458,32 | 32 908,10 | 494 366,42 |
| 2030 | 1 274 999,66 | 433 333,32 | 22 291,93 | 455 625,25 |
| 2031 | 841 666,30 | 266 666,45 | 14 211,32 | 280 877,77 |
| 2032 | 574 999,81 | 200 000,38 | 9 931,53 | 209 931,91 |
| 2033 | 375 000,00 | 150 000,00 | 6 534,37 | 156 534,37 |
| 2034 | 225 000,00 | 150 000,00 | 3 459,37 | 153 459,37 |
| 2035 | 75 000,00 | 75 000,00 | 576,56 | 75 576,56 |
| TOTAL | | | | 12 112 797,47 |



Le ratio de désendettement est un indicateur important. Il correspond au nombre d'années nécessaires à la ville pour rembourser sa dette sans nouvel emprunt en y consacrant l'intégralité de son autofinancement. Il est usuellement reconnu qu'au-delà de 15 ans, les municipalités entrent dans une zone de risque vis-à-vis de leur créanciers. Dans la perspective actuelle, notamment d'un nouveau plan de réduction du déficit public 2018-2022, il est opportun pour la ville de se fixer l'objectif de ne pas excéder 12 ans pour préserver ses capacités d'accès à l'emprunt. Avec un autofinancement brut de 1 103 256.93 €, Cabestany affiche une capacité de désendettement d'un peu plus de 9 ans. Le poids de la dette sur la collectivité est donc à ce jour tout à fait supportable.

DETTE



Etat de la dette au 01/01/2018

Liste des différents emprunts concernés

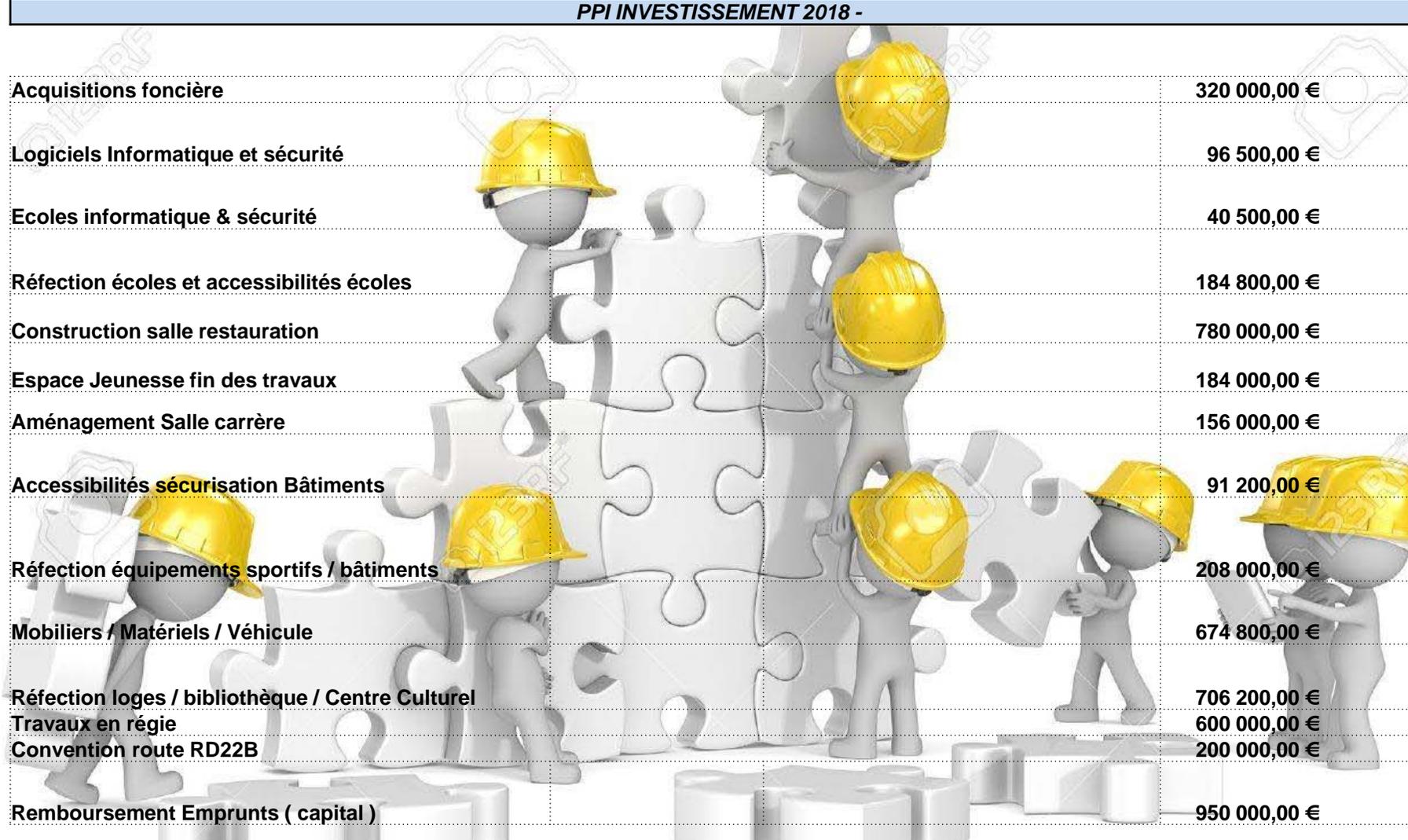
| Banque | N° emprunt | Date d'origine | Date 1° échéance | Durée | Terme | Taux | Date échéance | Capital restant dû avant échéance | Amortissem du Capital | Intérêts |
|-------------------------|------------|----------------|------------------|--------|----------|-------|-----------------------|-----------------------------------|-----------------------|-----------|
| BANQPOST | MON509918 | 01/08/2016 | 01/12/2016 | 15 ans | 01/09/31 | 1,39% | 01/03/18 | 916 666,65 | 66 670,68 | 12 394,17 |
| | | | | | | | Annuité de l'exercice | | 79 064,85 | |
| DEXIA | MON275589 | 27/07/2011 | 01/11/2011 | 15 ans | 01/08/26 | 2,61% | 01/02/18 | 472 574,55 | 48 725,51 | 11 859,89 |
| | | | | | | | Annuité de l'exercice | | 60 585,40 | |
| DEXIA | MON273655 | 01/01/2011 | 01/12/2011 | 13 ans | 01/12/24 | 3,89% | 01/12/18 | 1 246 683,26 | 163 390,96 | 48 495,98 |
| | MIN219528 | | | | | | Annuité de l'exercice | | 211 886,94 | |
| DEXIA | MIN239287 | 31/12/2006 | 01/02/2007 | 20 ans | 01/02/26 | 3,73% | 01/02/18 | 1 592 266,29 | 149 597,17 | 65 919,82 |
| | | | | | | | Annuité de l'exercice | | 215 516,99 | |
| DEXIA | MON211308 | 01/07/2003 | 01/01/2004 | 15 ans | 01/10/18 | 4,00% | 01/01/18 | 39 058,75 | 39 058,75 | 981,25 |
| | | | | | | | Annuité de l'exercice | | 40 040,00 | |
| BANQPOST | MON 502858 | 17/04/2015 | 01/08/2015 | 20 ans | 01/05/35 | 2,05% | 01/02/18 | 2 625 000,00 | 150 000,00 | 52 659,38 |
| | | | | | | | Annuité de l'exercice | | 202 659,38 | |
| CREDIT MUTUEL | 266 973 01 | 20/03/2003 | 28/05/2003 | 15 ans | 28/02/18 | 4,10% | 28/02/18 | 22 169,42 | 22 169,42 | 227,24 |
| | | | | | | | Annuité de l'exercice | | 22 396,66 | |
| CELR | A17101AY | 25/07/2010 | 25/01/2011 | 20 ans | 25/10/30 | 3,39% | 25/01/18 | 1 950 000,00 | 150 000,00 | 65 088,01 |
| | | | | | | | Annuité de l'exercice | | 215 088,01 | |
| CELR | A1709138 | 25/03/2009 | 25/10/2009 | 20 ans | 25/07/29 | 4,27% | 25/01/18 | 440 625,00 | 37 500,00 | 18 214,22 |
| | | | | | | | Annuité de l'exercice | | 55 714,22 | |
| SOCIETE GENERALE | 1706/001 | 31/07/2017 | 31/07/2017 | 15 ans | 31/07/32 | 1,27% | 31/01/18 | 983 333,33 | 66 666,64 | 12 338,99 |
| | | | | | | | Annuité de l'exercice | | 79 005,63 | |
| | | | | | | | TOTAL | 10 288 377,25 | | |



| | | |
|---|-----------------------|---------------------|
| ⇒ | AMORT. CAPITAL | 893 779,13 |
| ⇒ | AMORT. INTERETS | 288 178,95 |
| ⇒ | ANNUITE TOTALE | 1 181 958,08 |

VI- PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS

PPI INVESTISSEMENT 2018 -



| | |
|--|--------------|
| Acquisitions foncière | 320 000,00 € |
| Logiciels Informatique et sécurité | 96 500,00 € |
| Ecoles informatique & sécurité | 40 500,00 € |
| Réfection écoles et accessibilités écoles | 184 800,00 € |
| Construction salle restauration | 780 000,00 € |
| Espace Jeunesse fin des travaux | 184 000,00 € |
| Aménagement Salle carrère | 156 000,00 € |
| Accessibilités sécurisation Bâtiments | 91 200,00 € |
| Réfection équipements sportifs / bâtiments | 208 000,00 € |
| Mobiliers / Matériels / Véhicule | 674 800,00 € |
| Réfection loges / bibliothèque / Centre Culturel | 706 200,00 € |
| Travaux en régie | 600 000,00 € |
| Convention route RD22B | 200 000,00 € |
| Remboursement Emprunts (capital) | 950 000,00 € |

TOTAL - PREVISION

5 192 000,00 €

VII- Les hauts des moulins

| COMPTE ADMINISTRATIF 2017 | |
|-------------------------------|-----------------------|
| RESULTATS BRUTS 2017 : | |
| FONCTIONNEMENT | |
| Total des mandats (dépenses) | 86 750,00 € |
| Total des titres (recettes) | |
| Différence | - 86 750,00 € |
| INVESTISSEMENT | |
| Total des mandats (dépenses) | 735 532,01 € |
| Total des titres (recettes) | 500 000,00 € |
| Différence | - 235 532,01 € |

| RESULTATS REPORTES 2016 (inscrits au budget 2017) | |
|---|----------------|
| Fonctionnement | |
| 002-Excédents | - 78 775,36 € |
| Investissement | |
| 001-Solde d'exécution d'investissement (R) | 1 861 615,16 € |
| 1068-Excédents de fonctionnement capitalisés (R) | |

| RESULTAT CUMULE | |
|-----------------------------------|-----------------------|
| Fonctionnement C = A + B | - 165 525,36 € |
| Investissement D = A' + B' | 1 626 083,15 € |

| COMPTE DE GESTION 2017 | | | | |
|------------------------|--------------------------|---|-----------------------------|--------------------------|
| | Résultat de clôture 2016 | Part affectée à l'investissement (1068) | Résultat de l'exercice 2017 | Résultat de clôture 2017 |
| Investissement | 1 861 615,16 | | -235 532,01 | 1 626 083,15 |
| Fonctionnement | -78 775,36 | | -86 750,00 | -165 525,36 |
| | 1 782 839,80 | 0,00 | -322 282,01 | 1 460 557,79 |

| A INSCRIRE AU BUDGET 2018 | | |
|---------------------------|---|----------------|
| 002 - D | Excédents de fonctionnement | -165 525,36 € |
| 001 - R | Excédent d'investissement | 1 626 083,15 € |
| 1068 - R | Excédents de fonctionnement capitalisés | |

